

UNIVERSITE PARIS XI
Faculté de Droit Jean Monnet à Sceaux
Droit - Economie - Gestion

LA QUESTION CHYPRIOTE: APPROCHE ET PERSPECTIVES JURIDIQUES

THESE
Pour le Doctorat en DROIT

Présentée et soutenue publiquement le 1er avril 1998 par

Elie HATEM

Sous la Direction de:

Madame Le Recteur Joëlle le MORZELLEC
Professeur à l'Université de Paris XI

Composition du Jury

Monsieur Gerald HONINGSBLUM
Professeur à la BOSTON UNIVERSITY (MA, USA)

Monsieur Edmond JOUVE
Professeur à l'Université de Paris V (rapporteur)

Monsieur le Doyen Pierre PACTET
Professeur Emérite, Doyen Honoraire
Université de Paris XI

Madame Françoise THIBAUT
Professeur à l'Université de Poitiers (rapporteur)

Volume 1

SOMMAIRE

INTRODUCTION

TITRE PRELIMINAIRE

Première partie La problématique juridique

Titre Premier LES CAUSES DU CONFLIT

Chapitre 1er LA CREATION DE L'ETAT CHYPRIOTE

Chapitre 2 LA CONSTITUTION DE 1960 : CAUSE INDIRECTE DU
CONFLIT

Chapitre 3 LES AMENDEMENTS DE 1963 : CAUSE DIRECTE DU
CONFLIT

Titre 2 LE CONFLIT DE 1974

Chapitre 1er L'INTERVENTION TURQUE

Chapitre 2 LA MISE EN CAUSE DE LA REPUBLIQUE

Deuxième Partie Les tentatives de solution

Titre Premier Des pourparlers internes a la prise EN CHARGE INTERNATIONALE

Chapitre 1er LA NEGOCIATION

Chapitre 2 LES DEMARCHES DE L'ONU

Chapitre 3 LA DIPLOMATIE INTERNATIONALE

Titre 2 LA RESTRUCTURATION DE L'ETAT CHYPRIOTE

Chapitre 1 LES ASPECTS CONSTITUTIONNELS INTERNES

Chapitre 2 LES GARANTIES INTERNATIONALES

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

ANNEXES

INTRODUCTION

La question chypriote est liée, dans une certaine mesure, aux différents problèmes de l'Europe centrale et orientale. Certains auteurs l'associent aux conflits des Balkans puisqu'elle implique directement la Grèce et la Turquie, mais surtout parce qu'elle constitue l'un des problèmes résiduels majeurs de l'ex-Empire ottoman. C'est une donnée complexe d'un point de vue politique et stratégique car elle implique non seulement la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne, mais aussi d'autres puissances telles que les Etats-Unis, l'Union européenne, le Mouvement des Non-Alignés et l'OTAN.

Cette question a revêtu plusieurs aspects. Elle fut d'abord un mouvement de lutte anti-coloniale auquel s'est ajouté un irrédentisme ethnique grec qui ne voulait pas seulement s'arrêter à l'indépendance de Chypre, mais qui oeuvrait pour son rattachement à la Grèce, considérée comme sa mère patrie. Ce fut ensuite un enjeu de la guerre froide qui opposait les deux blocs de l'Est et de l'Ouest. L'Union soviétique trouvait un écho dans l'île, en particulier dans la communauté grecque orthodoxe. Cette dernière s'affichait pro-soviétique non par attachement aveugle au communisme prêché par l'ex-URSS mais plutôt par un sentiment de lien avec l'ex-Russie orthodoxe. L'Union soviétique n'avait-elle pas réussi à étendre facilement son influence et son champ aux pays essentiellement et traditionnellement orthodoxes qui trouvaient en Moscou la capitale de l'orthodoxie politique? Dans ces pays, le communisme rencontrait le moins d'opposition : en Roumanie, en Bulgarie, en Albanie, en Ukraine, en Géorgie, en Arménie... Ailleurs, il s'est imposé par l'intimidation : en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou encore en Pologne. Les Américains voyaient donc d'un mauvais oeil les relations qu'entretenait Chypre avec Moscou et l'attitude qu'adoptait Monseigneur Makarios qui, tout en étant anti-communiste au fond de lui-même par conviction religieuse et pour avoir, peut-être, étudié aux Etats-Unis -il avait poursuivi ses études universitaires à l'université de Boston-, appartenait à un mouvement satellite de l'ex-Union soviétique : le Mouvement des Non-Alignés dont il était fondateur avec Nasser, Tito et Nehru. En même temps, Washington craignait un conflit militaire accru entre la Grèce et la Turquie, toutes deux membres de l'OTAN, et que les Etats-Unis devaient arbitrer.

Aujourd'hui, les enjeux internationaux ne sont plus les mêmes et pourtant la question chypriote n'est pas résolue. En effet, de nouveaux facteurs sont en jeu : le problème sera-t-il réglé au sein et par l'intermédiaire de l'Union européenne ce qui aura pour conséquence l'adhésion totale de Chypre à cette dernière, ou bien par les Etats-Unis? Ces derniers placent Chypre au Proche-Orient et désirent que la solution apportée à cette question soit entamée sous leur égide à l'instar du processus de paix israélo-palestinien ou du règlement de la question libanaise. Ils veulent de ce fait placer Chypre sous leur influence. Il s'agit donc actuellement d'une concurrence entre les Etats-Unis et l'Union européenne dans le règlement de cette question, à l'instar des autres problèmes de l'Europe de l'Est et centrale.

Ces rivalités américano-européennes se révèlent notamment en ce qui concerne la restructuration de l'OTAN. Le tout est lié. Avant les bouleversements dans les pays de l'Est, les Etats-Unis affichaient une préférence pour la Turquie sur la Grèce car cette première constituait un rempart contre l'émergence du communisme. Aujourd'hui, la tendance est plus nuancée : la Grèce est un facteur de déstabilisation en même temps que d'équilibre pour les Balkans car elle est impliquée dans les conflits de cette région: en Albanie, en Bosnie, en Macédoine (ou Scopia), en Bulgarie... En même temps, la Grèce a des divergences politiques et de vue avec les autres pays de l'Union européenne relativement à ces sujets. Pour ces raisons, les Etats-Unis misent beaucoup sur elle et cherchent à lui octroyer une place importante au sein de l'OTAN, en lui renforçant son influence et son leadership sur les pays orthodoxes de la région.

Par ailleurs, la Turquie constitue un autre facteur de déstabilisation dans la région, à la fois dans les Balkans et dans les autres pays musulmans de l'ex-Union Soviétique qui faisaient autrefois partie de l'ex-Empire ottoman. Son alliance avec Israël et ses frontières stratégiques qu'elle partage avec d'autres pays du Proche-Orient, notamment avec la Syrie, lui renforcent ces atouts et conduisent les Américains à lui donner davantage d'importance, surtout depuis la dernière décision du Conseil européen de Luxembourg qui s'est tenu en décembre 1997 et qui lui a refusé sa candidature d'adhésion à l'Union européenne. L'affaire chypriote devient de ce fait un moyen de pression que peut utiliser les Etats-Unis sur l'Union européenne par l'intermédiaire de la Turquie.

Tous ces aspects font de Chypre un sujet complexe. Mais il n'est pas ici question de l'étudier d'un point de vue politique, sociologique ou géopolitique. La démarche est essentiellement juri-

dique. Elle fait appel tant au droit constitutionnel, qu'au droit international public qu'à l'histoire du droit ou encore au droit administratif. Cependant, comme le droit ne peut se comprendre sans être situé dans son contexte, il a été de prime abord indispensable d'avoir recours à l'histoire, à la sociologie et à la géopolitique. Tel est l'objet du titre préliminaire auquel il sera fait fréquemment référence.

Par ailleurs, plusieurs difficultés ont été rencontrées tant au niveau de la recherche que de la rédaction : une pléthore de documents qui présentent le problème de différentes façons et une terminologie particulièrement difficile à adopter dans la rédaction, pour ne pas heurter les susceptibilités des parties. Cela rend le travail ardu et le texte compliqué. Le Secrétariat des Nations Unies partage cette opinion : les efforts des différents Secrétaires Généraux de l'Organisation mondiale qui se sont succédés et qui ont travaillé sur cette question en témoignent.

Notre analyse porte sur les causes du problème et sa nature juridique. Ainsi, le conflit est exposé avant de passer en vue les différentes solutions de droit entreprises au plan interne et international et d'esquisser une issue nouvelle.

Pour y procéder, il conviendra d'examiner les causes profondes de ce problème qui ressemble, dans beaucoup de ses aspects, à d'autres problèmes et conflits internationaux, tels les conflits ethniques ou religieux dans les anciens Etats de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale. La solution proposée pour Chypre pourrait donc bien leur être transposable.

En effet, les mouvements ethniques constituent aujourd'hui une forme de contestation des structures étatiques préexistantes. Les idéologies nationalistes, aussi bien à Chypre, en Turquie que dans les Balkans, comprennent souvent une valorisation de caractéristiques telles que la langue, la religion, l'origine ethnique ou la race. D'une manière générale, la langue fait partie d'enjeux politiques très importants. A Chypre, elle marque l'identité culturelle des communautés grecque et turque chypriotes et constitue un support pour leurs revendications ethniques qui s'ajoute au facteur religieux. En effet, en Orient le sacré et le politique se confondent très souvent¹. Le détenteur du pouvoir poli-

¹ Ce phénomène n'est pas propre à l'Orient. En Occident, le détenteur du pouvoir politique était aussi investi de fonctions religieuses. Lorsqu'il ne l'était pas d'une manière spécifique, il était considéré comme détenant son pouvoir de la divinité même. La laïcisation et la rationalisation du pouvoir ont distendu ces liens. Aujourd'hui, les gouvernants apparaissent désormais

tique est souvent investi de fonctions religieuses : c'est le cas de Monseigneur Makarios, héritier du *Millet Pashi* (Ethnarque) dont le pouvoir a été renforcé par les Ottomans à partir de 1570 pour contrecarrer les catholiques de Chypre. Dans le religieux, le visible témoigne de l'invisible tandis qu'en politique l'exercice de la fonction procède de la volonté des gouvernés. Religieux et politique se rejoignent d'abord au niveau philosophique en ce que les deux mettent la pensée au sens où l'un et l'autre commandent par leurs propres articulations, un accès au monde. Ils se rejoignent ensuite dans la dimension de l'Histoire. La religion a, de tout temps, joué un rôle fondamental dans l'élaboration de la politique des Etats. En Occident, le pouvoir politique a été aidé dans son affermissement et dans sa volonté d'intégration nationale par la religion. Cette dernière a pu même apparaître dans certains cas comme un allié naturel du pouvoir. C'est l'idée de "*l'opium du peuple*" de Karl Marx. La religion, on le voit de nos jours, peut être aussi un facteur de "désintégration" politique. Les relations religion/politique se traduisent parfois malheureusement en termes conflictuels, soit que le pouvoir politique veuille se servir de la religion à des fins séculières ou que le pouvoir religieux veuille se subordonner le pouvoir politique : comme en Iran ou en Algérie. Sans aller jusqu'à ces extrémités, des relations à double sens s'établissent entre le religieux et le politique : le politique ne peut ignorer le religieux parce qu'il est son concurrent le plus sérieux. Dans le cas chypriote, la prudence s'impose. Il faut éviter que le religieux prenne une dimension politique car une telle approche, en raison des poussées actuelles du fondamentalisme religieux, peut menacer la sécurité de toute la région et s'étendre au sein même de l'Union européenne.

Aujourd'hui, la reviviscence des passions ethniques se manifeste dans la plupart des régions du monde, non seulement au Moyen-Orient ou dans les Balkans, mais aussi en Europe occidentale, ce qui signifie que les identités culturelles font l'objet d'une mobilisation politique très forte à laquelle il faut remédier par le droit. Mais il est regrettable de constater, en reprenant l'exemple chypriote, que l'arbitraire politique prenne le dessus sur le droit. C'est pourquoi nous assistons toujours à l'hégémonie de certaines entités sur d'autres, à l'émergence de conflits internationaux voire même internes, à des guerres civiles, à de l'intolérance et de l'injustice. Il est temps de réfléchir sur la manière de faire respecter l'identité de chacun, nos différences, dans un monde plus juste, fondé sur l'équité et la justice. Il faut aboutir à un moyen qui oblige les Etats à respecter le droit pour éviter la guerre et la violence. Il

simplement comme des élus du peuple, de la nation, ou de l'entité considérée comme souveraine. Mais, il y a une nostalgie de ce temps où le pouvoir était peu contestable parce que fondé sur une autorité divine.

va donc falloir imposer le respect de la primauté du droit international sur l'arbitraire politique.

Dans son discours prononcé devant le Congrès américain le 11 septembre 1990, le Président George Bush, en prônant un "Nouvel ordre mondial", annonçait une *"ère nouvelle, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde (...) peuvent prospérer et vivre en harmonie. (...) Aujourd'hui, ce nouveau monde cherche à naître"*, affirmait-il, *"Un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les Etats reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles"*¹. On ne pouvait que se satisfaire de cette initiative américaine qui a rapidement trouvé une application lors de la guerre du Golfe. Mais nous en avons très vite été déçus, quelques mois plus tard, en s'apercevant que ces grandes puissances qui prônent d'un côté le principe de la légalité dans les relations internationales, violent ce dernier et transgressent d'un autre côté des normes qu'elles se veulent *jus cogens*. L'exemple chypriote est typique : alors que l'occupation du Koweït par l'Irak avait, sur le champ, scandalisé le monde et provoqué une intervention militaire autorisée par les Nations Unies, la déstabilisation de Chypre, constatée et dénoncée par maintes résolutions de l'ONU passe sous silence.

Il faut donc oeuvrer pour la création d'organes plus efficaces, au niveau international, pour dire le droit et le faire appliquer, loin de l'hégémonie politique, d'une manière équitable sur l'ensemble des nations, au moins quand il s'agit de questions très sérieuses telles les occupations, les catastrophes naturelles ou humaines (les génocides, massacres...), qui menacent la paix et la sécurité internationales. Ni la Société des Nations, ni les Nations Unies n'ont réussi à le faire car à ces deux institutions manque la rigueur du droit. Et la société internationale en paie le prix. On assiste ainsi au passage de la "balkanisation" à la "chyprianisation", à la "libanisation" et à la "yougoslavisisation" des conflits avec une impuissance voulue au service des intérêts politiques.

La mobilisation de la conscience internationale en vue de l'application et du respect du droit international exige des hommes de pensée et d'action : des intellectuels ou des hommes politiques dotés d'une volonté commune et qui, tout en respectant les identités nationales, oeuvrent pour la création de tels organes puissants et efficaces.

¹ Congress Report, Washington, 11 September 1990.

Encore faudra-t-il leur accorder une écoute et une prise en considération suffisante à l'échelle de l'enjeu encouru pour que leur oeuvre puisse rétablir le respect de la justice et du droit.

TITRE PRELIMINAIRE

La recherche d'une solution au problème chypriote ne peut se faire en négligeant les dimensions stratégiques, historiques, sociales et politiques de cette question.

L'histoire, dit-on, est la mémoire des peuples, un miroir qui leur renvoie une certaine image d'eux mêmes¹ et leur donne des leçons sur la façon de gouverner et de construire leur société. Les chercheurs voire les dirigeants doivent se situer dans une perspective historique en se référant aux régimes précédents soit pour s'inscrire dans la continuité soit pour essayer d'en effacer les traces². C'est au fond de l'histoire de Chypre, dans le respect des composantes sociales de ce pays, de sa géopolitique et de son passé politique que nous devons rechercher les éléments qui permettront d'aboutir à une cohésion nationale. Toute démarche juridique pure, faisant abstraction de ces facteurs, sera artificielle et vouée à l'échec.

Ainsi, avant de jeter un bref regard sur l'histoire et l'évolution politique à Chypre et pour mieux comprendre ces enjeux (section 2), il n'est pas inutile d'examiner la composition communautaire de la société chypriote (section 1).

Section 1 Les communautés chypriotes

Section 2 Aperçu historique et politique

¹ Il y a dans la mémoire de chaque peuple des périodes d'amnésie lorsque les événements passés ne sont à la gloire ni des dirigeants ni du peuple. Néanmoins, ce dernier reste attaché à cette épopée. La connaissance de l'histoire devient alors elle-même un problème politique : la modification des programmes scolaires et la manière dont elle est enseignée ne paraît pas conforme au rôle que certains lui assignent. C'est pourquoi cet enseignement est un domaine d'intervention de la politique. D'ailleurs, toujours préoccupé par le développement de l'enseignement de l'histoire, l'ancien Président François Mitterrand avait relancé sous son premier septennat le débat en invoquant lors du Conseil des ministres du 31 août 1983, "les carences de l'enseignement de l'histoire" qui conduisent à la "perte de la mémoire collective des nouvelles générations".

² La Révolution française, par exemple, a cherché à supprimer tous les symboles de l'Ancien régime. La Révolution culturelle chinoise a voulu faire la même chose.

Section 1 Les communautés chypriotes

Deux principales communautés se partagent l'île : les Grecs chypriotes aujourd'hui majoritaires et les Turcs chypriotes, minoritaires. D'autres communautés survivent encore : les Arméniens, venus à Chypre à la fin du siècle dernier et au début de notre siècle fuyant le massacre turc, les Latins, "*les survivants de l'Histoire*" et les Maronites dont l'origine est aussi antérieure à celle des Latins, des Turcs chypriotes et des derniers Orthodoxes transplantés à Chypre par les Ottomans au XVI^{ème} siècle. Importants en nombre et en pouvoir sous les Lusignan, les Vénitiens et les Génois, ils ont été en partie exterminés. Aujourd'hui, leur présence bien qu'elle soit faible en nombre présente néanmoins à nos yeux une importance pour l'équilibre politique de l'île. Pour cette raison, un paragraphe leur sera consacré dans cette section, relatant leurs origines et leur poids dans l'histoire de Chypre.

I- LES GRECS CHYPRIOTES :

Les documents historiques et les fouilles archéologiques font remonter la première apparition d'hommes à Chypre au VII^{ème} millénaire. Ceux-ci seraient vraisemblablement venus des côtes syro-palestiniennes et de la Phénicie¹. On sait que les Phéniciens avaient un sens esthétique assez développé, ce qui expliquerait la beauté des vestiges chypriotes².

Durant plusieurs siècles, Chypre fut l'objet de luttes entre les puissances de la région, principalement entre Egyptiens et Perses.

Par ailleurs, des colonies grecques et phéniciennes s'y étaient installées. Mais ce n'est que vers 1 300 av. J.-C. que des marchands mycéniens vinrent s'y établir suivis des Achéens³.

¹ Certains ethnologues les qualifient d'"étéo-cypriotes".

² M. DENDIAS, *La question cypriote, aux points de vue historique et de droit International*, Paris, SIREY, 1952, p.7.

³ Voir *Infra*.

A l'évidence, toutes ces populations ont laissé leurs empreintes dans ce pays. Chypre, comme tous les pays des rivages de la Méditerranée, fut un carrefour de civilisations et un lieu de passage de diverses populations. S'il est vrai que l'île fut à un moment donné de son histoire influencée par la civilisation hellénique comme beaucoup de pays méditerranéens (Italie, Phénicie, Palestine, Grèce...), d'autres civilisations n'en marquèrent pas moins son histoire telle que : égyptienne, perse, assyrienne, phénicienne, romaine, byzantine, franque, vénitienne, ottomane, arabe, britannique... A titre d'illustration, et pour étayer ce raisonnement, rappelons que le Liban (appelé Phénicie à l'époque) s'était totalement hellénisé depuis sa conquête par Alexandre le Grand : on s'habillait alors à la grecque et on parlait le Grec, dans tout le pays. Les Dieux et les villes changèrent de nom : Sour la phénicienne devint Tyr, Ba'albeck devint Héliopolis, Beyrouth devint Berythe, Gubla s'appela Byblos ("papyrus" en Grec) qui donna naissance au nom BIBLE (*Biblios*) car ce Livre saint fut écrit sur du papyrus provenant de cette ville, etc...

On voit donc combien il est délicat d'attribuer l'origine de la communauté orthodoxe chypriote actuelle aux Mycéniens, aux Achéens, ou encore aux Ptolémées. La Grèce contemporaine ne peut d'ailleurs pas non plus se prévaloir d'origines précises car l'hellénisme ne constitue en réalité qu'une culture et une grande civilisation qui ont marqué l'histoire de l'humanité¹. En effet, la notion de citoyenneté grecque a connu un grand bouleversement dans l'Antiquité et bon nombre de philosophes considérés comme grecs n'étaient en fait, à l'origine, que des pérégrins à l'instar d'Euclide, d'origine phénicienne². Il est donc impossible aujourd'hui d'attribuer l'origine des peuples à une seule race ou à un seul peuple. Même les communautés endogames ne peuvent revendiquer de nos jours la pureté de leur race, car l'endogamie ne peut plus être respectée complètement comme elle le fut autrefois. S'il est vrai que certaines traces helléniques ont survécu à Chypre, elles sont néanmoins mélangées à d'autres civilisations : celles des différents peuples qui ont occupé ce pays et marqué son histoire.

En définitive, l'élément qui caractérise le mieux l'hellénisme à Chypre est l'orthodoxie. Son origine remonte au repeuplement de l'île par des Orthodoxes de l'Empire ottoman (les *Rayah* : non croyants ou infidèles, venus de l'Asie mineure, princi-

¹ Sur la notion d'hellénisme, voir l'ouvrage du Pr. Georges PREVELAKIS, *Geopolitique de la Grèce*, éd. Complexe, 1997, notamment pp. 5-11.

² La Phénicie fit partie de l'Empire grec depuis sa conquête par Alexandre le Grand. Elle tomba tantôt entre les mains des Séleucides, tantôt entre les mains des Ptolémées.

pablement de Eyialetti de Karaman, à partir de 1571, date de l'invasion ottomane de l'île et du massacre des catholiques : Francs, Vénitiens, Génois et Maronites). S'il est vrai que Chypre est parmi les premiers pays de la Méditerranée à adopter la foi chrétienne et dont l'Eglise est autocéphale, c'est cependant aux Ottomans que revient le mérite d'avoir attribué à son Archevêque orthodoxe le titre d'Ethnarque (chef d'ethnie). Les Ottomans avaient pour objectif, à l'époque, de repeupler l'île et d'empêcher sa reconquête par les catholiques chassés du pays. Ils appuyèrent leur pouvoir sur les divisions qui régnaient à l'époque entre Catholiques et Byzantins¹ et octroyèrent à ces derniers des prérogatives politiques, religieuses et fiscales importantes.

Le trait d'union entre les Orthodoxes était alors la langue liturgique grecque², langue biblique des premiers chrétiens. La Bible était d'ailleurs rédigée au départ en grec³ qui fut pendant près de deux siècles le mode d'expression de la pensée chrétienne le plus répandu. Cette langue est d'ailleurs restée la principale langue ecclésiastique des régions orientales de l'Empire d'Orient (Grèce, Asie mineure, Palestine, Egypte) alors que le latin fut adopté ultérieurement par l'Empire d'Occident et les pays qui étaient sous sa domination. D'ailleurs, l'histoire de la littérature chrétienne faisait une distinction, à partir du II^{ème} siècle, entre les Pères grecs et les Pères latins de l'Eglise⁴.

Il était donc nécessaire aux Orthodoxes, nouveaux venus à Chypre, de même qu'aux Orthodoxes déjà installés d'adopter le Grec non seulement comme langue liturgique⁵ et religieuse mais aussi comme langue courante commune.

¹ La présente citation de Monseigneur CIRILLI illustre cet esprit : *"Le clergé Grec est en général non seulement ignorant, très matériel, sans un seul point de vue un peu élevé, mais vicieux et peu honnête. Il a cependant bonne opinion du catholicisme. Le peuple Grec est très fidèle à ses pasteurs, généreux pour le culte divin, mais d'une dévotion toute extérieure. Ils sont très ignorants sur la religion, et leur présence à l'église est seulement matérielle, et ils ne connaissent de leur religion que le signe de la croix. Leurs coutumes sont immorales, et ils montrent avec une certaine affectation, une certaine ambition qu'ils descendent des Hellènes. Ils paraissent bien disposés à revenir à l'unité demandée par la dernière encyclique pontificale, malgré la circulaire du Patriarche de Constantinople; mais par expérience, on ne doit pas y prêter trop de foi, car ils sont trop changeants."* Mgr. CIRILLI, *Les Maronites de Chypre*, Lille, 1898, p.24-25.

² Dans le Nouveau Testament, le mot "Grec" désigne fréquemment toute personne de langue et de culture grecques et non seulement le peuple grec de Grèce.

³ L'Ancien Testament était au départ traduit en grec (*la Septante*), entre 250-150 av. J.-C.

⁴ Voir *THEO*, Droguet & Ardant, Fayard, Paris, 1989, p. 214 et s.

⁵ *"Le rite byzantin ou grec, qu'on dit aussi de Constantinople, s'est développé dans cette ville, l'ancienne Byzance (capitale de l'Empire romain d'Orient jusqu'à la*

Plus tard, les Orthodoxes chypriotes ont noué des liens étroits avec la Grèce et avec la Russie des Tsars¹, grâce à une foi et des rites communs (avec les Grecs²) ou similaires (avec les Russes, de même confession). Ce rapprochement avec la Grèce est également observé chez les autres orthodoxes du Moyen-Orient, au Liban, en Syrie, en Palestine, en Israël ou en Irak : aux yeux de ces communautés, la Grèce s'apparente à la mère Patrie de l'orthodoxie comme le fut la Russie des Tsars.

Ainsi, par communauté grecque chypriote on entend donc les Grecs-orthodoxes de Chypre³.

II- LES TURCS CHYPRIOTES :

L'origine des Turcs de Chypre remonte à la conquête de l'île par les Ottomans en 1571. Cette communauté se prévaut de ces origines lointaines pour revendiquer ses droits sur Chypre où elle se trouve depuis plus de quatre cents ans, avant l'installation des Européens en Amérique du Nord qui ne s'est développée qu'au XVII^{ème} siècle⁴.

A l'époque, la Sublime porte envoya 3 779 soldats turcs pour peupler Chypre⁵. Plus tard, quand l'île se fut vidée de sa population chrétienne, les Ottomans décidèrent l'envoi et l'installation à Chypre de populations musulmanes de l'Asie Mineure. L'ensemble constituait alors la population turque chypriote. Cette dernière était composée de fermiers et artisans, envoyés par le gouvernement ottoman pour enrichir et faire prospérer le pays. Cependant, une lecture approfondie de l'histoire de

disparition de celui-ci au XV^{ème} siècle). Il dérive de l'antiochien mais comporte des éléments venant d'Alexandrie et de Capados. La langue d'origine était le grec; celui-ci fit progressivement place, partout ailleurs qu'à Constantinople et en Grèce, aux langues populaires locales au fur à mesure de l'évangélisation ou simplement de la diffusion du rite byzantin : langue géorgienne, vieux slave ou slavons, roumaine, serbe, arabe, etc. "
Ibid, p.938.

¹ Pour plus de détail sur l'apport de l'Eglise orthodoxe à Chypre, voir SVORONOS, *Inspection de l'histoire hellénique moderne*, éd. Thémélion, Athènes, 1976. (en Grec)

² C'est le rite Grec-orthodoxe qui est adopté à Chypre, comme dans bon nombre d'Eglises orthodoxes, héritières de Byzance.

³ Avec la constitution de 1960, les autres communautés minoritaires chrétiennes (Latins, Maronites et Arméniens) ont choisi "d'adhérer" à cette communauté pour des raisons juridiques et politiques. Voir Infra, les développements juridiques ultérieurs.

⁴ Pierre OBERLING, *The Cyprus Tragedy*, Nicosia, 1989, p.1.

⁵ Η ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΚΑΤΑΓΟΓΗ ΤΩΝ ΤΟΥΡΚΟΚΥΠΡΙΩΝ, Νίκοσια, 1987.

l'île, prouve que cette communauté s'est constituée progressivement, avec le temps. La conquête ottomane avait poussé une partie de la population catholique, maronite, voire même orthodoxe, à se convertir à l'Islam pour échapper au massacre ou à l'impôt. De ce fait, une nouvelle communauté a vu le jour : les *linonpambakis*, des chrétiens qui faisaient de l'Islam et de l'appartenance à l'ethnie turque un moyen d'échapper au péril. Petit à petit, cette communauté s'est coupée de ses origines. L'apparence a pris le pas sur le dissimulé. Les *linonpambakis* qui, au départ, adoptaient des noms musulmans ou Turcs mais pratiquaient en cachette leur foi chrétienne et se faisaient baptiser, se sont transformés avec le temps en Turcs musulmans¹. Ce même phénomène s'est rencontré dans les Balkans durant les révolutions de 1821-1827 et de 1853-1856.

Les *linonpambakis* comptaient, en 1860, environ 15 000 personnes sur un total de 32 000 Turcs chypriotes. En 1879, ce nombre est monté à 20 000 sur les 45 000 musulmans.

Cependant, une partie des *linonpambakis* s'est reconvertie au christianisme (à l'orthodoxie), redevenu important sous les Britanniques, à partir de 1878. L'autre partie s'est complètement assimilée à l'Islam et intégrée dans la communauté turque de l'île.

En 1902, le nombre des *linonpambakis* est tombé à 10 000 personnes. Jusqu'en 1970, une grande partie de la population turque chypriote avait un doute sur ses origines *linonpambaki*². C'est la raison pour laquelle, selon les Grecs chypriotes, les autorités turques de Chypre, en 1958 puis en 1963, obligeaient les Turcs grecophones à s'isoler dans des ghettos, afin de les "turquifier". Selon certains historiens grecs chypriotes, les Turcs de Chypre ne sont pas d'origine ethnique turque. Ils seraient largement d'origine chrétienne, descendants de ceux qui furent forcés à se convertir à l'Islam. Ils sont qualifiés de "grecs musulmans" ou de chypriotes musulmans "turquifiés"³.

¹ Les registres des tribunaux, ou *Sheri*, de l'époque parlaient de ce phénomène sans mettre l'accent sur les conversions massives. Ibid.

² Η ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΚΑΤΑΓΟΓΗ... Ibid.

³ "The so-called Turkish Cypriots are not Turks from Turkey in an ethnic sense, but largely of Greek Cypriot origin, the descendant of those individuals who had been forcibly islamized and eventually Turkified. They are Greek Muslims who have no connection with the 35 000 strong Turkish army of occupation nor with the 60 000 Turkish colonists brought to the island from Asia Minor since 1974.

The Turkish Cypriots have discovered this from themselves, as well as the fact that they have become second class citizens in their own land." Ibid.

Il est donc erroné de donner à l'ensemble de la communauté turque chypriote une même origine turque. Par Turcs chypriotes on entend aussi bien les descendants des turcs installés à Chypre depuis le XVIème siècle que les autres populations converties à l'Islam.

III- LES MARONITES CHYPRIOTES :

Aux dires des historiens grecs Cedronus et Théophane¹, vers la fin du VIIème siècle, les premiers Maronites², fuyant les persécutions du Liban³ et de Syrie⁴, vinrent s'installer dans la chaîne montagneuse Pendactylos⁵ qui a une nature identique à la montagne du Liban et regroupe les villages suivants:

- Kormakiti qui rappelle le Kour de Batroun, au Liban.
- Assomatos qui rappelle Chamat.
- Ayia Marina qui rappelle Wadi Kannoubine.
- Karpasha qui rappelle Beit Chabab.

¹ Ils occupaient déjà une grande partie de la Syrie. "Annis, aiunt, octavo et nono Constantini (Poganati) Mardaïtoe (seu Maronitae) Libanum ingressi occupaverunt quidquid a Mauro Monte (propre Antiochiam) usque ad Sanctam Urbem (Hierosolymam) et speculas etiam Libani obtinuerunt. Multi ad eos se contulerunt, captivi atque indigenae, adeo ut exigo tempore, ad multa exseruerint millia." ASSEN, Bible Orientale, t.1, p.501.

² Les Maronites sont une communauté chrétienne d'Orient. Ils doivent leur nom à un ascète, Saint Maroun (T 410) qui vécut à Cyr en Syrie seconde. Les Maronites sont donc ceux qui ont recueilli l'héritage spirituel des moines du Monastère de Saint Maroun. Ils reçurent ce nom, après le Concile de Chalcédoine, en 451, dont ils furent d'ardents défenseurs. Ils ont fondé leur Eglise autour d'un Patriarche dont le siège était d'abord à Antioche. Vacant depuis 609 à la suite du décès du Patriarche Anastase, le Patriarcat maronite dit d'Antioche et de tout l'Orient s'est alors déplacé au Liban, à Kfarhay, dans la région de Batroun. Ensuite, et pour cause de persécutions, le siège patriarcal dut changer de résidence plus de dix fois avant de se fixer, en 1823, à Bkerke, pendant l'hiver, et à Dimane, pendant l'été. L'Eglise maronite a toujours été en communion de foi avec l'Evêque de Rome. Voir à cet effet R.P. Saïd SAÏD, *Les Eglises Orientales et leurs Droits*, CARISCRIP, Paris, 1989, p.55.

Pour plus de détails sur l'histoire de cette communauté, voir Pierre DIB, *L'Eglise Maronite*, Letouzey et Ané, Paris, 1930; Pierre DIB, *Histoire de l'Eglise Maronite*, La Sagesse, Arch. Mar., Beyrouth, 1962; Y. MOUBARAC, *L'Histoire des Maronites*, Paris, 1987 et sa bibliographie complète sur ce sujet.

³ Sous le règne de Constantin Pogonate, les Mardaïtes (Maronites) prirent possession du Liban, en s'emparant de ses forteresses tandis qu'un grand nombre d'habitants se joignirent à eux et se convertirent à la foi chrétienne. Voir Mgr. CIRILLI, Ibid, p.6.

⁴ A cette époque, la Syrie était envahie par les Sarrasins qui soumirent les Maronites à maintes vexations et rendirent leur vie très pénible par une domination hostile et barbare.

⁵ Une chaîne montagneuse composée de cinq collines qui ont la forme de cinq doigts. Pencatylos veut dire en grec : les cinq doigts.

Jusqu'à présent, aucun historien n'a pu déterminer le nombre exact des premiers Maronites installés à Chypre.

Vers le XI^{ème} et XII^{ème} siècle, d'autres Maronites vinrent se joindre aux Croisés pour défendre l'île contre l'invasion ottomane¹ ou pour fuir les massacres².

Sous les Lusignan (XII^{ème} et XIII^{ème} siècles), ils ont atteint 125 000 personnes³. Ils étaient alors répartis dans 64 villages⁴. Depuis, leur nombre a commencé à décroître. Cela tient d'abord aux *"fréquentes descentes que firent les musulmans d'Egypte dans cette île, vers les XV^{ème} et XVI^{ème} siècles. Ils détruisirent villages et cités, particulièrement Limassol, et emmenèrent captifs ceux qu'ils pouvaient prendre vivants. A ce fléau qui dévasta l'île durant plusieurs années, venaient se joindre des calamités : épidémies, luttes intestines, et le despotisme de quelques rois, comme Jacques II, le Bâtard"*⁵.

Durant l'invasion ottomane, un grand nombre de soldats maronites qui défendaient la ville de Famagouste furent massacrés

¹ "Dès que Guy de Lusignan fut roi de Chypre, beaucoup de communautés chrétiennes, arméniennes, coptes, maronites, etc., vinrent en grand nombre dans ce nouveau royaume, où le prince leur donna plusieurs quartiers de la ville de Nicosie. Là, ils bâtirent des maisons et des églises. Ils eurent plusieurs possessions. (...) Le roi accorda aux Maronites de nombreux privilèges, et tout en habitant des villages, ils avaient de plus grandes franchises que les autres". Père Etienne de Lusignan, *L'île de Chypre*, p.71-73.

² G. TENEKIDES, *Ibid*, p.27.

³ G. HILL, *Ibid*.

"Les Maronites, après les Grecs, étaient les plus nombreux dans l'île de Chypre". RP. Etienne de Lusignan, *Ibid*.

⁴ Aujourd'hui, la population totale de l'île ne dépasse pas 720 000 personnes.

"Sous le règne de Henri I^{er} de Lusignan, en 1224, les Maronites occupaient 60 villages et fournissaient au roi, en 1250, un contingent de 5 000 hommes, (plusieurs disent même 25 000), quand ce prince accompagna Saint Louis, roi de France, dans son expédition d'Egypte." Mgr. CIRILLI, *Ibid*.

⁵ Monseigneur Cirilli ajoute : "...et les Maronites principalement durent en ressentir les désastreux effets, car ils ne possédaient plus que 33 villages. Ils avaient cependant tous les secours religieux, car ils possédaient dans l'île un évêque de leur rite. Leurs paroisses avaient des curés. Ils pouvaient, au besoin, demander l'appui des évêques latins résidant à Nicosie, à Limassol, à Baffo, qui avaient juridiction sur eux comme aussi sur les Grecs et les autres chrétiens, selon les règles de la constitution d'Alexandre IV, donnée dans ce but, en 1260." *Ibid*, p.13.

par les envahisseurs¹. Plusieurs d'entre eux quittèrent alors Chypre pour Malte².

Après la défaite des Vénitiens, Grecs et Turcs s'allièrent contre les Maronites pour les exterminer³. Beaucoup d'entre eux furent réduits en esclavage. Plusieurs villages maronites, comme Kambili ou Nouroungina, se convertirent alors à l'Islam pour échapper au massacre ou à l'impôt⁴. Sous l'Empire ottoman, le nombre des Maronites chuta énormément : ils n'occupaient plus que 33 villages⁵, nombre qui n'était plus que de 19 en 1596⁶. De nombreuses familles maronites retournèrent alors au Liban. D'autres furent dispersées dans la Méditerranée⁷. *"Une bonne partie demeura cependant à Chypre et devint la proie des vainqueurs. Un grand nombre de ceux qui avaient échappé au fer et au feu des assassins, après avoir subi d'innombrables violences et injustices, eurent la lâcheté d'apostasier et d'embrasser ou l'islamisme ou le schisme grec"*⁸.

¹ 18 000, selon George HILL.

Ce chiffre a également été cité par le Patriarche Etienne Aldoensi. Dans son livre, *Aldorr-al-manzum*, le Patriarche Paul Massaas évalue ce nombre à 30.000, sans compter ceux qui furent massacrés à Limassol et dans d'autres parties de l'île.

² Selon le Père Andréas Katsioloudis qui se fonde sur la similitude du dialecte maltais avec celui des Maronites de Chypre.

³ Les orthodoxes avaient reçu des Turcs toute juridiction sur les Maronites. Ces derniers durent donc *"subir de la part des orthodoxes et des musulmans de continues et cruelles persécutions et toutes sortes de vexations sans un appui pour demander et obtenir justice. En sus des impôts communs à tous, des contributions forcées, de fréquentes exactions, des dénis de justice, des accusations absurdes, etc., venaient souvent les atteindre, sans miséricorde. Les fruits de leurs terres, de leurs sueurs, leur étaient souvent ravés par leurs odieux tyrans... Pour comble de malheur, souvent leurs femmes et leurs filles, par violence, étaient conduites dans les harems. Ils ne pouvaient se plaindre. Les évêques grecs ne procédaient pas autrement. On sait que le gouvernement turc laisse aux évêques une sorte d'autorité civile. Par exemple, à eux est confiée la perception des impôts et taxes dont les villages chrétiens sont frappés. Sous leur surveillance aussi est faite la répartition de la quote part individuelle. A tout cela, ils ajoutaient d'autres impôts et dîmes ecclésiastiques sans intervention du gouvernement, car ils avaient dans les cachots des chaînes pour punir les récalcitrants."* CIRILLI, Ibid, p.20.

⁴ CIRILLI, Ibid.

⁵ RP. Etienne de Lusignan, Ibid, p.79.

⁶ Metoschi, Floudi, Santa Marina, Assomatos, Kambili, Karpasha, Trimitia, Kormakiti, Casapifani, Vouno, Cibo, Jeri, Kithrea, Kruchida, Kefalovriso, Attali, Kleipirio, Piscopia et Gastria. Selon les écrits du RP. Jérôme Dandini, S.J. qui était envoyé par le Pape Clément VIII pour visiter les Maronites et qui citait ces villages maronites dans une lettre adressée à Alexandre VII, Césena, 1656, pp. 22-23.

⁷ En 1596, le Père Dandini remarquait que *"dans Nicosie, ville la plus importante, sur 30 000 habitants on compte à peine 4 à 5 000 Turcs. Dans le reste de l'île, ils ne dépassent pas 12 000 ou 13 000. Sur ce petit nombre, pour ne pas dire la majeure partie, se compose de chrétiens que les tourments ou les intérêts matériels ont fait apostasier. De fait, ils étaient ensuite moins persécutés et moins chargés d'impôts."*

⁸ CIRILLI, Ibid, p. 11.

Avant le XVII^{ème} siècle, l'évêque maronite de Chypre était installé à Dhali, village à majorité orthodoxe. Mais, sous la pression ottomane, l'évêque dut quitter Chypre et s'installer au Liban, à Cornet Chehwane¹. Le Synode libanais de 1736, dont les délibérations furent approuvées par Benoît XIV, en 1742, réduisit les diocèses maronites à huit. Cette triste situation dura jusqu'en 1845, époque où le Patriarche maronite, par l'entremise de son procureur à Constantinople, Elias Effendi Hava, et du Consul français à Chypre, Monsieur Toread, obtint du gouvernement turc un firman (une loi) qui reconnut les Maronites de Chypre comme une communauté séparée, indépendante des évêques orthodoxes et soumise au Patriarche et évêque maronite résidant au Mont Liban.

En 1988, compte tenu de l'importance de cette communauté à Chypre et de l'intérêt qu'elle porte au Liban, le Patriarche maronite a nommé Monseigneur Boutros Gemayel² archevêque de Chypre. Ce dernier est venu s'installer à Nicosie, après une vacance de ce siège de plus de trois siècles.

Avant l'indépendance en 1960, les relations de la communauté maronite avec sa communauté soeur orthodoxe, n'étaient pas toujours faciles. Les Maronites étaient toujours persécutés par

¹ "On peut s'en assurer par des notes prises sur le registre original par Monsieur Joseph-Thomas Cirilli, pages 155 à 165. Ces notes nous prouvent clairement : 1^o) que les maronites possèdent dans l'île seulement 10 paroisses; 2^o) que les curés latins de Nicosie allaient visiter de temps en temps, pour administrer le baptême aux nouveau-nés, les villages de Sainte-Marine, Cormakiti et Assomatos, qui n'avaient pas de curé : carebant parocho. (...) Donc, à cette époque, ces pauvres Maronites étaient souvent sans pasteurs, et n'avaient pas d'évêque, ou bien l'évêque maronite de Chypre avait abandonné l'île pour fixer sa résidence dans le Liban. Les Maronites qui en 1250 occupaient soixante villages, en 1570, trente trois, en 1596, dix neuf, de 1700 à 1820, dix, n'en possèdent plus maintenant que cinq. (...) Les autres villages énumérés par le Père Dandini sont soit détruits ou occupés par des Turcs ou par des Grecs. Ils reconnaissent cependant leur origine car ils la racontent volontiers quand ils en trouvent l'occasion." CIRILLI, Ibid, p.12.

² Dès son arrivée à Chypre, Monseigneur Gemayel a déclaré : "Je suis appelé à renouer des relations de respect et de diplomatie avec la communauté grecque orthodoxe et avec les autres autorités de l'île. Je cherche à consolider mes bonnes relations avec le Président Vassiliou et les différents dirigeants des partis politiques du pays. Je vais également nouer de bonnes relations avec Monsieur Raouf Denktash, dirigeant de la communauté turque chypriote et Président de la République turque du Nord de Chypre. J'ai, en effet, le droit de me déplacer entre les deux parties de l'île, ce qui me facilitera cette tâche. Il faut redonner du poids à notre communauté à Chypre, consolider notre Eglise à l'intérieur et protéger la présence maronite en difficulté(...). Notre communauté subit aujourd'hui un phénomène d'osmose dangereux dû aux mariages mixtes. La femme, comme l'homme orthodoxes entraînent leurs enfants vers l'Eglise orthodoxe. Il ne s'agit pas de créer des ghettos maronites isolés dans l'île, mais de veiller à l'existence permanente de notre communauté dans une ambiance d'entente et de coexistence avec les autres communautés soeurs." Propos qu'il nous a confiés et que nous avons publiés dans le Bulletin N.-D. du Liban, Paris, septembre 1989.

les Orthodoxes¹ à cause de leur communion de foi avec l'Eglise catholique². Ces vicissitudes firent qu'un grand nombre de Maronites devinrent Orthodoxes : des villages entiers tels que Kithrea, Vouni, Maroni, etc... Par ailleurs, l'Eglise maronite était obligée, jusqu'en 1948, de faire valider les mariages par le métropolite orthodoxe et devait lui payer la dîme.

Actuellement, les relations entre ces deux communautés sont meilleures. Les Maronites ont un "*représentant communautaire*" au Parlement, qui n'a, en fait, ni le droit de parler ni le droit de voter. S'il veut exposer le problème de sa communauté, il doit préalablement en demander l'autorisation. Il est chargé de veiller à l'enseignement du rite maronite dans les écoles publiques et privées. Il est aussi le garant de la liberté du culte pour les membres de sa communauté.

Les Maronites ont le droit de vote présidentiel et législatif. Ils sont exclus du service militaire, depuis 1974, pour éviter une pression turque de revanche contre les familles de ceux qui demeurent encore dans la zone occupée par la Turquie. En effet, les quatre principaux villages maronites qui se situent dans le nord, sont tombés sous administration turque depuis 1974. Dans l'exode qui a suivi l'intervention de la Turquie, entraînant 200 000 déplacés orthodoxes du nord vers le sud, les Maronites ne furent pas forcés de quitter ces villages, grâce à l'intervention auprès de la Turquie du Président libanais de rite maronite, Suleiman Frangieh.

Bien qu'ils aient choisi d'appartenir à la communauté grecque en 1960, Ankara et les autorités turques chypriotes, considèrent les Maronites chypriotes comme des étrangers qui ne sont ni grecs ni turcs. Ils ont la liberté de rester dans la zone sous administration turque sans avoir cependant le droit de se déplacer librement du nord vers le sud³.

¹ " *La décadence des Maronites est due à la triste situation qui leur fut faite sous domination des Turcs, et l'omnipotence des Grecs schismatiques*", Mgr. CIRILLI, Ibid, p.10.

² Il est évident que les orthodoxes se soient vengés des Maronites, compte tenu des privilèges que ces derniers avaient sous les Lusignan et les Vénitiens. Les propos d'auteurs contemporains en témoignent, à l'instar de Monsieur Georges Ténékides : "*sous Henri Ier (1218-1253) et jusqu'à la conquête ottomane, le clergé catholique bénéficia d'un régime de faveur au détriment du clergé orthodoxe qui, brimé et spolié, traversa une période de véritable persécution*". Ibid, p.29.

³ Les autorités turques invoquent à cet effet des raisons de sécurité militaire. Ils n'ont le droit, en fait, que de passer cinq jours par mois dans le sud et vice versa, après une autorisation préalable auprès des autorités turques. En revanche, ils ont le droit de passer les fêtes religieuses de Noël, du Nouvel an et de Pâques dans leurs villages. En cas de maladie grave d'un de leurs

Les Maronites possèderaient 2,5% du territoire chypriote et sont regroupés dans trois villages, depuis 1974 : Kormakiti, Karpasha et Assomatos. Cette situation a provoqué l'exode des jeunes maronites qui, dans leur totalité, avaient leurs occupations professionnelles ou poursuivaient leurs études dans le sud et ont donc été forcés de s'y installer. Seuls les vieillards et les enfants en bas âge demeurent dans ces villages.

Les Maronites chypriotes ont survécu aux difficultés et péripéties de l'histoire. Ils sont aujourd'hui au nombre de 10.000 et se sentent fortement attachés à leur mère patrie, le Liban¹. A l'instar des Orthodoxes chypriotes, fiers de leur appartenance culturelle à la Grèce, et des Turcs chypriotes à la Turquie, les Maronites de Chypre arborent le drapeau libanais à côté de celui de Chypre pour rappeler leurs origines et se distinguer des autres autochtones².

A partir de 1975, pendant la guerre du Liban, les Maronites libanais sont venus se réfugier sur la terre qui a abrité leurs frères dans des circonstances analogues. Cependant, ils ne se sont pas assimilés à la population de l'île et ne sont pas considérés comme des Maronites chypriotes. Il faut dire que les mesures de naturalisation à Chypre ne sont pas identiques à celles qui se prati-

proches ou en cas de deuil, ils ont le droit de le faire sans en demander l'autorisation préalable. En outre, le village maronite de Ayia Marina est transformé en zone militaire. Aucun Maronite n'a le droit de s'y rendre ou d'y habiter.

¹ Pour définir la Nation maronite, nous citons ces propos de Monseigneur J.-M. CIRILLI, Vicaire Général des Maronites de Chypre au XIX^{ème} siècle, in *"Les Maronites de Chypre"*, Lille, 1898 : *"La Nation maronite est généralement regardée comme la nation catholique par excellence de l'Orient. Non seulement elle n'est pas tombée dans les schismes et les hérésies soulevées contre la foi et l'unité catholique; non seulement elle les a combattus et y a résisté avec vigueur, mais elle a toujours confessé avec intrépidité, dans le sang même des martyrs, sa foi catholique, apostolique, romaine. Aussi, les Souverains Pontifes, dans leurs éloges, l'ont-ils toujours honorée du titre de NATION REMARQUABLE COMME LA ROSE PARMIS LES EPINES : Inclyta Natio Maronitarum tamquam rosa inter spinas."*

"La Nation maronite n'est pas seulement la première comme nation catholique de l'Orient, mais elle est aussi la plus sympathique et la plus hospitalière envers les Catholiques, surtout envers les Catholiques d'Occident. Les Croisés reçurent toujours chez les Maronites bon accueil, cordiale hospitalité, aide et secours dans leurs guerres contre les ennemis du nom chrétien. Il suffit de lire les lettres de Saint Louis, roi de France, pour se convaincre de la vérité..."

² Quelque soit leur répartition géographique sur les cinq continents, les Maronites manifestent, pour la plupart, leur attachement au Liban qui demeure leur foyer national. A côté de Saint Maron, Saint Ephrem et Saint Charbel, leurs patrons spirituels, le Cèdre est leur symbole. Les Maronites de Chypre donnent l'exemple : le Cèdre est leur emblème communautaire. Il décore leurs clubs et leurs foyers, à côté des photos des dirigeants politiques libanais.

quent en France ou en Europe. Les autorités orthodoxes chypriotes sont très réticentes vis-à-vis des catholiques.

Il reste à connaître l'avenir réservé à cette communauté chypriote. Est-il toujours aussi incertain? Oui, dans la mesure où les responsables politiques et religieux ne prennent pas conscience de leur tâche et de leur responsabilité vis-à-vis de chaque membre de la communauté. Oui, si les Maronites chypriotes ne résistent pas à leur dilution dans la communauté grecque et si l'on ne prend pas en considération leur existence autonome et historique et si l'on ne leur procure pas une place dans le règlement de la question chypriote.

Section 2 Aperçu historique et politique

Cette section résumera l'histoire et l'évolution politique à Chypre depuis l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine. On notera le brassage de cultures et de civilisations dans cette minuscule île de la Méditerranée.

I- HISTOIRE ANTIQUE :

Nous venons dans ce paragraphe à l'origine historique de Chypre qui est, en réalité, un lieu de passage et de croisement de plusieurs peuples et civilisations.

A -L'origine de Chypre :

L'origine étymologique de "*Chypre*" est très confuse et controversée. La Bible y fait référence sous l'appellation de "L'île de Kittim". D'autres chercheurs attribuent ce nom à la mythologie grecque : dans l'Illiade, Homère parlait de Kypros et, selon la légende grecque, Aphrodite portait le nom de Kypris. Mais la thèse la plus répandue est celle qui se réfère aux Phéniciens qui auraient baptisé l'île "*Kypros*", pays du cuivre qu'ils commercialisaient en Méditerranée.

Selon certains historiens, les premiers habitants de Chypre seraient venus, vers 6 800 av. J.-C, des côtes syro-palestiniennes¹ pour y fonder des sociétés néolithiques analogues à celles

¹ D'autres chercheurs attribuent l'origine de cette population aux Balkans (Thessally-Macédoine) ou à la Sicile. D'autres encore, se fondant sur des découvertes d'Akrotiri Aetokremmos, supposent que l'île fut peuplée à un âge plus ancien, vers 10 000 av. J.-C, à l'âge Mesolithique.

retrouvées en Phénicie ou en Palestine (les Philistins). Ce n'est que plus tard, entre 1050 et 850 que les Phéniciens (appelés à l'époque "*Cananéens*") vinrent s'installer en colonies à Chypre. Ils y fondèrent des cités sur le modèle des cités phéniciennes, notamment à Kition et à Amathus. Ils y introduirent le culte d'Astarté¹, la déesse de la fécondité², qui a plus tard été confondu par certains historiens avec le culte d'Aphrodite, déesse de l'amour et de la beauté³.

Peuple commerçant et pacifique, les Phéniciens n'avaient pas l'ambition d'établir un empire à Chypre. Aussi, ignoraient-ils la guerre, comme l'atteste l'histoire de la Phénicie, victime de multiples invasions. C'est pourquoi ils ne s'étaient pas opposés aux différents envahisseurs de l'île : Egyptiens, Mycéniens, Perses, Achéens, Hittites, etc...

B -Des Mycéniens aux Assyriens :

Comme la plupart des pays du rivage de la Méditerranée, Chypre a fait l'objet de maintes invasions et occupations. Vers 1 200 av. J.-C., les Mycéniens s'y sont installés. Ils conquièrent les cités phéniciennes et en construisirent d'autres, comme Engomi et Kouklia. Par la suite, les Achéens, de retour de la guerre de Troie⁴, s'emparèrent de l'île et y fondèrent des cités-royaumes (*polets*). Ils y ont fait prédominer la langue grecque qui était répandue à l'époque dans tout le bassin méditerranéen.

En 709 av. J.-C., le roi Assyrien Sagon II envahit l'île. Mais la période d'occupation assyrienne fut relativement courte : de 709 à 660 av. J.-C.

A partir de 545 et jusqu'en 333 av.J.-C, elle tomba sous la domination perse.

¹ Le Temple d'Astarte à Kition était unique à l'époque, dans la région.

² La représentation d'Astarté ornait tous les autels chypriotes.

³ La représentation d'Astarte ornait les objets à l'âge du Bronze, entre 750 et 325 av. J.-C. Elle fut appelée "*la Déesse Mère Orientale*" et se voyait attribuer des sanctuaires en son nom. Plus tard, elle est devenue "*Aphrodite la chypriote*" ou encore, "*la Cypriane*" décrite dans les poèmes d'Homère au VIII^{ème} siècle av. J.-C ("*Elle allait vers Chypre, à Paphos, l'Aphrodite aux sourires! retrouver son enclos, l'encens de son autel...*" Odyssée, VII, 362). Le Temple d'Aphrodite à Paphos (Ancienne Paphos) était alors devenu célèbre au sein du monde méditerranéen. La Déesse Aphrodite se trouvait également attribuer les surnoms suivants : La Paphienne, Wanassa et La Dame.

⁴ Ils seraient venus des îles ioniennes, de l'Achée à l'Ouest de Chios dans l'est.

C- Sous les Ptolémées :

En 449 av. J.-C., Chypre s'est vue de nouveau envahie par les Grecs, sous le commandement du Général athénien, Kimon. A partir de cette période, la langue et les coutumes grecques ont ré-surgi, grâce notamment au Roi Evagoras Ier, roi de Salamine, vaincu ensuite par les Perses.

Après la défaite de Darius par Alexandre le Grand, roi de Macédoine, en 333 av.J.-C., l'île fut de nouveau libérée des Perses. Elle tomba dans l'escarcelle de Ptolémée, roi d'Alexandrie, en 320 av. J.-C.

A partir de 310, toutes ses cités-royaumes appartenirent au royaume d'Alexandre le Grand¹. Elles demeurèrent sous la dynastie des Lagides. Les Ptolémées administrèrent Chypre par l'intermédiaire d'un gouverneur (*Strategos*²). Ils renforcèrent la culture et le culte Grec³ sans empêcher d'autres cultes anciens de subsister.

D-Province de l'Empire romain :

A partir de 58 av. J.-C., Chypre devint province romaine, rattachée à la Syrie⁴, après la défaite d'Antoine et Cléopâtre à Actium, en 31 av. J.-C. Elle fut gouvernée par un proconsul, jusqu'en 330. Ses cités et ses institutions municipales étaient composées d'un Conseil (*vouli*), d'une assemblée populaire (*demos*) et d'un Conseil de Sages (*gerousta*).

En 45, les Apôtres Paul et Barnabé⁵ débarquèrent dans l'île et prêchèrent la foi chrétienne aux Juifs⁶ et aux Gentils, no-

¹ Les Chypriotes ont aidé Alexandre le Grand dans son expédition à Tyr, en Phénicie.

"This finally set the seal on any hopes the Phoenicians had of dominating Cyprus." S. PANTELL, Ibid, p. 21.

En 323, Chypre est passée à Antigone et, pour un certain temps, à son fils Démétrios Poliorcète qui fut roi de Salamine.

² "Général" qui reçut le titre de Grand Prêtre.

³ La culture phénicienne s'était alors progressivement atténuée, bien que les Grecs toléraient aux Phéniciens de rester dans l'île.

⁴ Certains historiens disent qu'elle fut plutôt rattachée à la Province de Sicile, en 58 av. J.-C.

⁵ Barnabé était d'origine chypriote. Il s'appelait à l'origine Joseph. Les Juifs l'ont tué à Salamis. Son neveu, Marc, l'a enterré avec un exemplaire de l'Evangile de Saint Mathieu.

⁶ A l'époque, les Juifs compteraient 15.000 personnes à Chypre.

tamment à Salamine¹. A Paphos, ces deux apôtres réussirent à convertir le Proconsul, Sergius Paulus, à la nouvelle foi chrétienne. A partir de cette date, Chypre fut gouvernée par un chrétien². L'Eglise de Chypre fut déclarée autocéphale, en 488³.

Au cours du Ier siècle ap. J.-C., de grands tremblements de terre détruisirent l'île et une épidémie de peste la ravagea, causant une nouvelle vague de dépeuplement.

A partir de 395, date de la division de l'Empire romain entre occidental et oriental, elle appartient à ce dernier dont la capitale était Constantinople. Elle fut rattachée administrativement à la Préfecture d'Antioche mais conserva néanmoins son autonomie sur le plan ecclésiastique : l'Eglise chypriote était toujours autocéphale, grâce en partie à son Archevêque Anthemios⁴ qui était connu pour avoir chassé les Juifs de Chypre⁵, en détruisant la cité de Salamine où ils se trouvaient en masse⁶.

E-Des Byzantins aux Arabes :

A l'issue des guerres qui ont opposé les Arabes aux Byzantins, ces premiers se sont emparés de Chypre en 647⁷, provoquant un exode massif de la population au prix de plusieurs mas-

¹ Les apôtres du Christ y reçurent un mauvais accueil des Juifs, notamment à Salamine, baptisée Constantia par ces derniers après un tremblement de terre qui avait frappé l'île. Saint Paul y fut flagellé : il aurait reçu 40 coups de fouets moins un coup. Par la suite, une révolte sanglante y eut lieu entraînant des milliers de victimes.

² Il faut rappeler qu'à partir du 4ème siècle, le Christianisme était devenu la religion officielle de l'Empire romain.

³ Jusqu'à nos jours, l'Archevêque de Chypre signe avec de l'encre rouge, symbole du pouvoir partiarcal. Il s'habille en chape de pourpre lors des festivités eucclésiales et tient un sceptre impérial à la place du sceptre pastoral.

⁴ La Légende dit que cet archevêque a trouvé sur le corps de saint Barnabé, dont il découvrit le tombeau près de Famagouste, l'Evangile de saint Mathieu qu'il offrit à Zenon, Empereur de Byzance.

⁵ Près de 24 000 Juifs périrent dans l'île lors de ce massacre. La population juive s'était alors réduite à sa moitié. Elle fut contrainte à l'exil à cause de la répression engagée contre elle. D'autres Juifs se convertirent au christianisme pour échapper à ces mesures. S. PANTELI, Ibid, p.29.

⁶ Une loi a ensuite été adoptée, interdisant aux Juifs d'approcher l'île de près ou de loin.

⁷ En 632, la Cité de Kition fut conquise par Abu Bakr, le gendre du Prophète Mahommet. La flotte de Muawia s'attaqua de nouveau à Chypre. Umm Haram, fille du Prophète Mahommet serait venue à Chypre lors de cette expédition. Attaquée par des bandits, elle tomba de son âne et mourut. Sa tombe (*Hala Sultan Tekke*), à côté de Larnaca, est considérée aujourd'hui comme l'un des principaux lieux de pèlerinage des musulmans.

sacres. L'île ne fut repeuplée qu'à partir de 688, après la signature d'un traité entre l'Empereur de Constantinople, Justien II, et le Calife El Malik.

II- LE MOYEN-AGE:

Lors des premières expéditions des Croisés, Chypre était gouvernée par Isaac Commene¹. Ce dernier a échoué devant les nouveaux venus, en 1191². Richard Ier, roi d'Angleterre, surnommé "le Troisième Croisé", aidé de Guy de Lusignan, s'empara alors de l'île. Il y célébra son mariage avec Bérandère de Navarre³ qui était la captive de l'ancien gouvernant byzantin, Isaac Commene.

A- Chypre française :

Chypre fut livrée par Richard *Coeur de Lion* à deux gouverneurs anglais, Richard de Canville et Stephen de Truman, puis vendue par ce dernier au Templiers moyennant cent mille besants d'or⁴. Un an plus tard, les Templiers proposèrent au roi anglais la restitution de l'île⁵. Ce dernier la céda à son allié et ancien compagnon de route, Guy de Lusignan, un gentilhomme de Poitou, fils de Hugues VIII, comte de la Marche, qui avait été couronné, six ans avant, roi de Jérusalem⁶. Chypre devint ainsi, pendant trois siècles environ, un royaume franc indépendant du roi de France, gouverné et administré sur le modèle féodal médiéval occidental⁷.

¹ R. DELAPORTE, *L'île de Chypre*, Paris, 1898, p.45.

² Il captura à Tremethousha, la principale ville de Mesaoria, dite Trimythos, à l'issue de durs combats. Il fut ensuite placé au monastère Saint André au Cap de l'île, par Richard Coeur de Lion après s'être enfui dans le Karpas. Il fut enfin renvoyé en exil au Liban où il mourut à MARGAT. R. GROUSSET, *L'Empire du Levant*, Paris, 1949, p.38.

Voir également Sir G. HILL, *Ibid*, T.1.

³ Ce mariage fut célébré le 12 mai 1191, en la Chapelle Saint Georges, dans la région de Limassol. Le témoin de Guy de Lusignan était Léon Ier, Roi d'Arménie. Par la suite, Bérandère fut couronnée reine d'Angleterre par Jean FITZ, évêque d'Evreux. C'était la première fois qu'une reine fût couronnée à l'extérieur de la Grande-Bretagne.

⁴ Seuls quarante mille seront versés. R. GROUSSET, *L'Empire du Levant*, Paris, 1949.

⁵ Les Templiers ne pouvaient pas assumer la direction de l'île. La guerre avec Saladin en Syrie a absorbé toute leur énergie. En outre, ils devaient subir une vague de contestations à l'intérieur du pays. Ils furent victimes d'un massacre, à Pâques de 1192, qui les a conduit à quitter l'île. R. DELAPORTE, *Ibid*, p. 39.

⁶ PERRIN, *Ibid*, p.53.

GROUSSET, *Ibid*, p.29.

⁷ J. PERRIN, *Ibid*, p.50-51 et 57.

E. de LUSIGNAN, *Description de l'Isle de Chypre*, Paris, 1580.

Elle fut imprégnée de l'esprit et de la culture française et connut une ère de prospérité¹. Guy de Lusignan fit venir à Chypre les Francs du royaume de Jérusalem et leur distribua des terres. Il appliqua à ces dernières les lois codifiées dans les "*assises de Jérusalem*"², à l'instar de l'ancien Royaume de Terre Sainte. Il aménagea l'économie du pays en octroyant des facilités aux commerçants. Il organisa la justice avec deux Cours (haute et basse) et des tribunaux particuliers (les Cours maritimes et commerciales, appelées la "chaîne" et la "fonde").

La Haute Cour était présidée par le roi et composée de chevaliers. Elle constituait à la fois un tribunal suprême, un organe législatif et une haute autorité administrative.

La Cour basse assumait des tâches purement administratives.

Dans ce nouveau royaume, les dignitaires se divisaient en "officiers du royaume" et "officiers de Chypre". Les premiers étaient nommés, par le roi, le jour de son couronnement. Les "officiers de Chypre" étaient nommés plus tard par le roi, et conservaient leur charge même après la mort de ce dernier³.

Les relations entre Orthodoxes et Latins étaient distantes. Les premiers se prenaient pour des autochtones, descendants des Hellènes. Ils considéraient les Catholiques comme des colons, étrangers au pays⁴ et vivaient dès lors "*séparés, les uns à côté des autres, en antagonistes économiques et religieux ou en alliés contre la menace étrangère, mais jamais ensemble*"⁵.

Comte de MAS LATRIE, *Histoire de l'Île de Chypre sous le règne de la Maison Lusignan*, 3 tomes, Paris, 1852 et 1861.

¹ J. PERRIN, Ibid, p.51, 55 et 56.

TENEKIDES, Ibid, p.30.

² Une jurisprudence basée sur des normes médiévales. Les assises de la basse Cour prenaient leur origine dans le code de Justinien. Les citoyens se répartissaient selon l'impôt en:

- "parèques" (ou serfs) soumis aux règles féodales. Ils devaient cinq jours de travail par semaine et étaient assujettis à leur maître;

- "perpyari" (ou papiriens), des parèques qui ont acheté leur liberté;

- "lefteres" (ou hommes libres), qui ont acheté leur liberté et pouvaient être propriétaires de terrain.

³ *Chypre à l'époque franque et vénitienne*, Nicosie, 1987, cité par J. PERRIN, Ibid, p.56.

⁴ "*Colons latins (chevaliers, bourgeois) et grecs autochtones...*" TENEKIDES, Ibid, p.28.

⁵ EMILIANIDES, Ibid, p.47.

En 1194, Guy de Lusignan, "*Seigneur de Chypre avec la grâce de Dieu*"¹ décéda. Son frère, Amaury de Lusignan, lui succéda. Ce dernier consolida le système féodal et créa un ordre de chevalerie : l'ordre de l'épée. En 1197, il est couronné Roi de Chypre à Nicosie, par Conrad, le chancelier allemand et par le régat du pape, après avoir reconnu préalablement la suzeraineté burgrave. Après son couronnement, il épousa en secondes noces Isabelle de Jérusalem, à Acre. Cela lui valut le titre de "*Roi de Chypre et de Jérusalem avec la grâce de Dieu*". Amaury était doté d'une nature fort intelligente et courageuse². Son influence s'étendit dans tout le Proche-Orient, allant jusqu'à Beyrouth³. Après sa mort, le 1er avril 1205, à Acre, son fils lui succéda au trône de Chypre, sous le nom d'Hugues Ier. Mineur à l'époque, le beau-frère d'Amaury, Gautier de Montbéliard, assura la régence.

En 1208, Hugues de Lusignan épousa Alix de Champagne-Jérusalem et consolida son royaume à Chypre. Son règne fut caractérisé par une grande prospérité. Il refusa cependant de reconnaître la suzeraineté germanique. A sa mort, son fils n'avait que neuf ans. La régence fut alors confiée, par la Haute Cour des barons de Chypre, à la famille des Ibelin. Jean Ibelin, "*vieux sire de Beyrouth*", patron de la chevalerie franque de Terre Sainte devint alors régent. Il défendit l'indépendance de l'île, en particulier contre Frédéric II, Empereur d'Allemagne.

Le 15 juin 1232, Henri Ier et Jean d'Ibelin écrasèrent l'armée du Saint Empire romain germanique commandée par Ricardo Filanghieri : Frédéric II fut chassé de Chypre. Henri Ier s'empara aussi de la couronne de Jérusalem. Le royaume de Chypre devint alors "*Royaume de Chypre et de Jérusalem*". A sa mort, son fils, Hugues II lui succéda, en 1265. Il se maria à Isabelle d'Ibelin, dame de Beyrouth, mais deux ans après, il décéda sans laisser de descendants. Sous Hugues II, le Pape, Alexandre IV, proclama

¹ Tel était son titre exact.

² "*Politique, prudent et ferme, à l'occasion assez dur, indifférent à l'impopularité, si l'intérêt du pays l'exigeait, sachant se faire obéir de tous, brisant quand il le fallait les cabales des barons comme l'arrogance des bourgeois, on ne pouvait trouver meilleur guide en ces temps incertains*". R. GROUSSET, *L'Empire du Levant*, Paris, 1949, P. 52.

³ Le 24 octobre 1197, il s'empara de Beyrouth, signa la paix avec le sultan Malik El Adil, un traité qu'il renouvela sept ans plus tard. Il invita ensuite les rescapés de la quatrième croisade à mettre le siège devant Constantinople et à renoncer à leur expédition en Palestine. Il réprima plusieurs révoltes orthodoxes dans l'île.

Chypre *Bella Cypria*, fille de l'Eglise catholique et le clergé orthodoxe devait alors obéissance à Rome¹.

A la mort d'Hugues II, son neveu Hugues III lui succéda et s'attaqua aux Templiers qui désiraient prendre le pouvoir. Son fils, Jean Ier, lui succéda mais mourut sans laisser de descendants. Le frère de Jean Ier, Henri II, devint alors roi. Mais, en 1306, son frère Amaury, à l'aide de quelques membres de la famille des Ibelin, l'écartera du Trône. Henri II s'exila à Strovolos, puis partit vers l'Arménie. Il ne revint à Chypre qu'en 1310 quand ses partisans réussirent à chasser son frère Amaury.

Henri II mourut en 1324 sans non plus laisser de successeurs directs. Son neveu lui succéda alors, sous le nom d'Hugues IV. A sa mort en 1359, son fils, Pierre Ier lui succéda. Ce dernier voulait ressusciter les croisades vaincues. A la tête d'une armée et d'une flotte de plusieurs dizaines de navires, il se lança contre les côtes turques et s'empara de Satalie, Korykos et Atalya. Il débarqua en Egypte en 1365 et conquiert Alexandrie avant de retourner à Chypre. Le 17 janvier 1369, il fut assassiné². Son fils, Pierre II fut couronné, en 1372. Un an après, Chypre fut envahie par les Génois. Pierre II et sa mère, Eléonore d'Aragon, furent capturés. Ce n'est qu'en 1381 que la paix revint au pays à l'issue d'un traité en vertu duquel le roi français pouvait contrôler de nouveau l'île, à l'exception de la ville de Famagouste qui fut administrée par les Génois. Pierre II devait également verser un lourd tribut aux envahisseurs, tribut qui affaiblit économiquement l'île.

A sa mort en 1382, son oncle Jacques Ier, reçut la couronne, Pierre II n'ayant pas eu de progéniture. Le nouveau roi essaya de réorganiser et de renforcer les défenses du royaume malgré les difficultés causées par l'occupation génoise. Son règne ne dura que seize ans. Son fils aîné, Janus, âgé alors de vingt-quatre ans et né dans les prisons de Gênes où son père était détenu, lui succéda,

¹ Cette décision n'avait cependant pas changé l'attitude des Orthodoxes qui continuaient de suivre leur archevêque. Le clergé orthodoxe fut alors persécuté par les Latins : *"Encouragés par le martyre de quatorze moines orthodoxes victimes de l'intolérance des tribunaux ecclésiastiques, qui ne leur pardonnèrent pas d'avoir affirmé dans le village de Katariotissa, près du château de Kantara, que 'les coutumes latines de la messe ne prenaient pas leur racine dans les Ecritures'. Jugés à Nicosie, ils eurent une mort atroce. Attachés à la queue d'un cheval, ils furent traînés dans le lit de la rivière de Pedianos avant d'être brûlés. Cette tragédie traumatisa la population qui plus que jamais soutiendra la résistance de son clergé, acharné à bâtir dans toute l'île de nouvelles églises et chapelles..."* J. PERRIN, Ibid, p.63.

² Il fut poignardé par les partisans d'Henri de Gilblet, Vicomte de Nicosie et Seigneur de Meniko, un village situé au sud de la capitale. Certains chroniqueurs affirment avoir vu sa tête tranchée dans le lit de l'une de ses maîtresses.

en 1398. A son arrivée à Chypre, Janus trouva le pays ravagé par la peste et les sauterelles. En sus de ce désastre, il devait affronter les Mamelouks d'Égypte qui envahirent Chypre en 1426. Le roi Janus fut vaincu et ramené au Caire. Il ne fut libéré qu'après avoir versé une rançon de vingt mille ducats vénitiens, aux hospitaliers et aux paysans de la région de Paphos. En outre, il dut reconnaître la suzeraineté du sultan d'Égypte sur Chypre. Il retourna dans l'île en 1427 et y mourut d'apoplexie, cinq ans plus tard, après son retour en 1432. Son fils, Jean II, était mineur à l'époque. Sa mère, Charlotte de Bourbon, assura la régence.

Sous Jean II, la monarchie lusignanaise connut son déclin. Le monarque épousa une princesse d'origine byzantine, Hélène Paléologue, fille de Theodore II Paléologos, gouverneur de Morea, et originaire de Mistra en Grèce qui renforça l'église orthodoxe et permit l'émergence de la langue grecque. Après la chute de Constantinople, elle permit aux réfugiés orthodoxes de venir s'installer à Chypre. Ces derniers, en communion de foi avec le monde grec-orthodoxe s'opposèrent culturellement aux Latins. A la place du français ou de l'italien, ils parlaient le grec pour marquer leur différence vis-à-vis de la majorité et afficher leur lien avec la Grèce qui devenait, depuis la chute de Constantinople, la mère patrie de l'orthodoxie. A la mort de Jean II en 1458, sa fille légitime, Charlotte, monta sur le Trône alors que son demi-frère, Jacques dit le "bâtard", fils naturel de son père Jean II et sa maîtresse Marie de Patras, revendiquait la couronne. A l'issue de cette lutte avec sa demi-soeur et ses partisans, il réussit à se faire couronner roi de Chypre, en 1460. La reine Charlotte fut contrainte à l'exil. Elle se réfugia à Rome où elle mourut en 1487. N'ayant pas eu de descendants, elle légua ses droits monarchiques sur Chypre au Duc Charles de Savoie.

Jacques II régna sur Chypre pendant treize ans. Il réussit à reprendre Famagouste aux Génois, le 6 janvier 1464. Il se maria en 1472 avec Catherine Cornano, une riche vénitienne dont la famille possédait des terres à Chypre. Un an après son mariage, il mourut, probablement empoisonné, d'après les historiens. Catherine Cornano, enceinte, assura la régence pendant quatorze ans, aidée par ses oncles André Cornano et Marc Bambo. Son fils, Jacques III, mourut mystérieusement¹, un an après sa naissance en 1474 ainsi que les autres fils bâtards du roi défunt. La noblesse chypriote accusa alors les Vénitiens de ces disparitions et s'opposa aux nouveaux venus. Marc Bambo et André Cornano furent assassinés.

¹ L'empoisonnement est une thèse retenue pour expliquer la cause de ce décès : *"In 1489, having poisoned her son James III, they compelled Katherine to yield to them the kingdom of Cyprus."*S. PANTELI, Ibid, p.45.

Catherine Cornano fut confrontée à des mouvements de révolte interne et des intrigues au sein du royaume. Sous son règne, Venise devenait de plus en plus puissante.

Face à la menace ottomane d'envahir Chypre, la flotte vénitienne débarqua. Le 26 février 1489, la reine abdiqua dans la cathédrale Saint-Nicolas, à Famagouste. La monarchie lusignannaise arriva à son terme.

B- Sous les Vénitiens :

Chypre fut dirigée par des gouverneurs vénitiens¹ issus des plus célèbres familles de Venise. L'Eglise catholique demeura très forte à l'époque des Vénitiens, mais on assistait désormais au renforcement de l'Eglise orthodoxe grâce à l'arrivée des réfugiés orthodoxes de Constantinople, à la politique d'ouverture pratiquée tant par Hélène Paléologue que par le roi Jean II, fils de Marie de Patras mais aussi à cause de la politique vénitienne qui réduisait le rôle des dignitaires catholiques issus de la monarchie des Lusignans².

Conscients du danger ottoman, les Vénitiens fortifièrent militairement l'île. Dès 1492, Famagouste se transformait en une formidable place de guerre³, de même que Nicosie, la capitale. Mais ces efforts n'ont pas empêché les Ottomans de s'emparer de Chypre.

C- Sous l'Empire ottoman :

Au milieu du XVI^{ème} siècle, les relations entre l'Empire ottoman et les Vénitiens commencèrent à se détériorer. Entre février et mars 1570, un émissaire de la Sublime Porte se rendit à Venise et menaça les Vénitiens de prendre Chypre par la force.

Les Ottomans s'organisèrent militairement pour envahir Chypre. Il préparèrent une flotte militaire, commandée par Mustafa

¹ Quarante deux gouverneurs se sont succédés à Chypre depuis 1489 jusqu'en 1570.

² De passage dans l'île en 1507, le Chanoine Pierre Mesange, remarqua : *"Tout le pays est sujet à la seigneurie des Vénitiens. Ils ont changé tout l'ordre et la manière de faire accoutumés. Car, auparavant, ils faisaient leurs procès et écriture et plaidaient en français et maintenant ils les font en italien; de quoi les habitants sont bien mécontents, car tous ceux du pays, et spécialement les gentils-hommes sont aussi bons français que nous sommes en France, et sont merveilleusement malcontents d'être en la sujétion de la Seigneurie de Venise."* Cité in PERRIN, Ibid, p.82.

³ Elle devint une enceinte de remparts, construite par Giovanni Girolamo Sanmicheli. *"Une des plus belles et des complètes que nous ait léguées l'art des grands ingénieurs de la Renaissance."* G. TENEKIDES, Ibid, p.33.

PACHA¹, qui débarqua le 1er juillet 1570 puis s'empara de la ville côtière de Larnaca. Le 9 septembre, la capitale tomba entre leurs mains, après 45 jours de siège, au prix d'un terrible massacre : *"Nicosie est pillée, les églises sont profanées, les couvents brûlés, la population massacrée (on a avancé le chiffre de 20.000 morts)... Les rues ruissellaient de sang et les survivants furent emmenés en esclavage"*². Les Orthodoxes de Chypre se joignirent aux Turcs pour chasser les Vénitiens³, espérant ainsi être mieux traités par les Ottomans, pour "services rendus". A cette époque, les villages maronites furent assiégés et leur population massacrée⁴. Les Maronites chypriotes étaient accusés d'avoir apporté leur aide aux Vénitiens catholiques contre les Turcs et les Orthodoxes. Le Pape Pie V adressa alors un message aux dirigeants occidentaux pour une nouvelle croisade afin de protéger les catholiques massacrés. Son appel resta sans écho.

La ville de Famagouste constituait le dernier rempart contre l'invasion ottomane. Elle fut assiégée. Son gouverneur, Marco Antonio Bragadino, résista dix mois avant de capituler, le 1er août 1571. A cette date, Chypre tomba entre les mains des Ottomans. Marco Bragadino fut torturé publiquement, écorché vif et son corps roulé par terre⁵. Par ce geste, les Turcs terrifiaient les habitants, en particulier les Maronites, accusés d'avoir apporté leur soutien aux Vénitiens. Les autres habitants de l'île composés en majorité d'Italiens, de Français, d'Albanais et de Grecs, furent contraints à prendre le chemin de l'exode vers la Crète. En revanche, les Turcs promettaient aux Orthodoxes chypriotes de garantir leurs libertés religieuses et sociales s'ils désiraient rester sur place, compte tenu de l'aide qu'ils leur avaient fournie durant l'invasion⁶. Quant aux Maronites, ils furent persécutés, forcés à l'exil ou à l'islamisation. Leurs villages furent saccagés, brûlés, leurs églises détruites, transformées en mosquées ou livrées aux Orthodoxes⁷. La politique ottomane était édictée par leur célèbre formule *"Divide et impera"*. Ils cherchaient à créer une tension entre les deux communautés de l'île

¹ Stavros PANTELIS, *The making of modern Cyprus From obscurity to statehood*, London 1990, p.47-48.

² J. PERRIN, *Ibid*, p.84.

Un témoin racontera : *"lorsque les horribles bruits et tonnerres d'artillerie et d'arquebuses cessèrent de sonner à nos oreilles, on n'entendit autre chose dans toute la ville que des cris et des pleurs de femmes et d'enfants"*. *Ibid*.

³ Dictionnaire théologique catholique, col.2435-2436.

RP. Philippe ASSAMRANI, *les Maronites de l'île de Chypre*, Beyrouth 1979, p.36.

⁴ Le monde Séraphin, Couraki, 1886, p.637.

⁵ G. HILL, *The History of Cyprus*, *ibid*, p. 378, II.

⁶ G. HILL, *ibid*.

Mgr CIRILLI, *Les Maronites de Chypre*, Lille, 1898, p.6-7.

⁷ RP Philippe ASSAMRANI, *Les Maronites de Chypre*, *ibid*, p.41-46.

(orthodoxe et catholique) pour renforcer leur présence, sans permettre à une communauté de devenir plus forte que l'autre¹.

Pour ces raisons, bon nombre de Catholiques se convertirent à l'Islam². La secte des Linonpambakis fit son apparition³. Quant à la communauté orthodoxe, elle bénéficia d'un régime plus clément⁴. Le servage fut aboli et l'Eglise orthodoxe restaurée. En 1754, par rescrit du Sultan, l'archevêque de Chypre porta le titre d'"*Ethnarque*" (chef de la nation ou *millet Paschi*). Il devint à cette date le second personnage politique de l'île⁵. Trois évêques furent reconnus officiellement comme les représentants de la communauté grecque de l'île. Ils avaient le droit de s'adresser directement à la Sublime Porte sans passer par le Gouverneur général de l'île.

Le 7 mars 1573, un traité fut signé à Constantinople entre les Vénitiens et l'Empire ottoman en vertu duquel les premiers devaient payer maintes indemnités et faire des concessions aux Ottomans. Ils devaient aussi leur céder Chypre⁶.

Depuis cette date, l'île acquérait un cachet grec, grâce aux Ottomans. Les Orthodoxes firent du grec (leur langue liturgique) une langue officielle et s'attachèrent à la Grèce qu'ils considèrent toujours comme leur "mère patrie". D'ailleurs, tous les autres Orthodoxes de l'Empire ottoman, notamment à Antioche et en Syrie, parlaient le grec, à cette époque. Ils manifestent, jusqu'à nos jours, ce sentiment d'attache tantôt à la Grèce, tantôt à la Russie orthodoxe.

En 1821, lors de la guerre d'indépendance grecque, les Orthodoxes chypriotes exprimèrent de la compassion pour la Grèce. Certains allèrent aider les insurgés grecs contre l'Empire ottoman. A Chypre, l'archevêque Kyprianos n'hésita pas à manifester son soutien à ce mouvement. Il pensait faire la même chose à Chypre en l'unifiant à la Grèce indépendante (*Enosis*). Les Ottomans lui tran-

¹ Cette politique était aussi pratiquée par les Ottomans au Mont-Liban pour diviser les deux communautés maronite et druze.

² Voir TENEKIDES, *Ibid*, p. 36 : "*Quant aux Latins, ayant échappé aux sanglants événements de 1570-1571, ou bien ils émigrèrent en masse ou bien ils se convertirent pour la plupart à l'Islam*".

³ Voir *supra*.

⁴ TENEKIDES, *ibid*, p.36.

⁵ Vicomte de Marcellus, *Souvenirs d'Orient*, t.II, Paris, 1839, p.314.

⁶ Cependant, ils conservaient la Crète, Paros et les îles ioniennes. Il faut souligner que le Traité de Constantinople a été le résultat de l'échec des Ottomans en 1571 à Lepanto (connue par Navpaktos dans le golfe corentien). Ils devaient alors négocier avec leurs adversaires; voir Stavros PANTELIS, *The Making of Modern Cyprus*, *ibid*, p.50.

chèrent alors la tête ainsi que celle de trois autres métropolites et de quatre cent dignitaires ecclésiastiques, le 9 juillet 1821¹.

Depuis cette date, les Orthodoxes chypriotes se sont appuyés de plus en plus sur la Grèce. Grâce aux réformes administratives de 1839 et de 1856, ils sont parvenus à gérer leurs affaires communales sans l'intervention des autorités turques.

III-HISTOIRE CONTEMPORAINE

Nous examinerons successivement ici l'évolution politique et sociale de Chypre depuis son passage entre les mains de la Grande-Bretagne jusqu'à nos jours.

A- Sous les Britanniques

Lors de la guerre entre la Russie et l'Empire ottoman (1877-1878), la Grande-Bretagne avait réussi à convaincre ce dernier qu'elle pouvait lui venir en aide au cas où la Russie s'attaquerait à ses frontières, en Asie Mineure². A cette époque, l'Empire ottoman était qualifié d'*homme malade* et la Grande-Bretagne était à son apogée politique. Elle cherchait à acquérir une base navale en Méditerranée, en complément à la chaîne qu'elle contrôlait entre Gibraltar et Malte³. Elle a ainsi poussé le Sultan ottoman à conclure secrètement, le 4 juin 1878, un traité d'alliance défensive⁴ par lequel elle obtint le droit d'administrer Chypre.

A partir de cette date, Chypre fut administrée par des fonctionnaires britanniques dépendants du Foreign Office et, à partir de 1880, du Colonial Office.

Lors de la première guerre mondiale, et à l'issue des hostilités entre l'Empire ottoman et les puissances alliées, la Grande Bretagne annula des traités de 1878. Chypre fut alors annexée définitivement au royaume de Sa Majesté. Le 10 mars 1925, elle fut déclarée officiellement colonie de la Couronne. A cette date, la

¹ H. LUKE, *Cyprus Under the Turks*, Londres, 1921, p. 123.

² T. EHRLICH, *Ibid*, p. 58.

³ Cela lui permettait de commander le littoral de la Cilicie en même temps que celui de la Syrie et de l'Egypte. Et, par-delà l'Egypte, cela lui permettait d'avoir un accès plus sûr vers l'Océan Indien par le Canal de Suez, percé en 1869.

⁴ Au cas où les Russes auraient rendu à la Turquie les régions qu'ils avaient annexées au Sud du Caucase (Kars, Ardahan et Batoum), les Britanniques devraient eux aussi rendre Chypre à l'Empire ottoman.

Turquie renonça, dans le traité de Lausanne¹, à son droit et à son titre sur l'île. En vertu de l'article 27 dudit traité, elle s'était démise de l'exercice de tout pouvoir politique et de toute juridiction en matière législative et administrative sur les ressortissants chypriotes. Dès lors, la population turque chypriote avait le choix entre rester dans le pays ou rentrer en Turquie.

Les Britanniques organisèrent administrativement et socialement Chypre suivant le modèle anglosaxon². C'est à eux que revient le mérite d'avoir créé l'entité chypriote qui revêt aujourd'hui un cachet européen³. Il faut aussi noter que, sans les Britanniques, Chypre aurait toujours fait partie de l'Empire ottoman.

Cependant, la population orthodoxe, attachée de plus en plus à la Grèce et aspirant à l'*Enosis*, développait un sentiment de réticence vis-à-vis des Anglais : ce sentiment est qualifié par les auteurs grécophiles d'*"irrédentisme chypriote"*⁴. Ainsi, en 1931, des manifestations violentes organisées par des Orthodoxes éclatèrent dans l'île. Elles provoquèrent des réactions coercitives de la part des Britanniques : suppression des libertés publiques et du Conseil Législatif. Par ces mesures, les Anglais voulaient mettre fin à la rébellion et éviter l'union éventuelle de Chypre avec la Grèce.

L'attitude des Orthodoxes hostiles aux Britanniques⁵ ne se relâcha que le 28 octobre 1940, lorsque la Grèce, attaquée par l'Italie fasciste, entra en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne. Dès lors, bon nombre de Chypriotes s'enrôlèrent sous les drapeaux de la Grande-Bretagne. Parmi eux, Monsieur Glafcos Clérides, Président actuel de la république chypriote. Celui-ci fut blessé pendant la guerre et fut prisonnier par les Allemands.

¹ Article 16 dudit traité.

² Il faut souligner brièvement quelques grandes réalisations économiques et sociales faites par les Britanniques : développement des exploitations des mines de cuivre et du chrome, infrastructure routière, construction d'aérodromes, d'hôpitaux dans les grandes villes et développement de la santé publique. Par conséquent, le taux de mortalité a beaucoup baissé.

³ Bien que Chypre fasse géographiquement partie de l'Asie, ses institutions s'apparentent plus à l'Europe qu'à la Grèce.

⁴ DENDIAS, *Ibid.*

De même, voir TENEKIDES in *Les Etats occidentaux face à l'internationalisation du problème de Chypre*, in *Le Problème de Chypre*, INSED, *ibid* : "Tout au long de la période coloniale, le mouvement irrédentiste des Hellènes fut à l'origine de la naissance (1830) et de l'agrandissement (1881, 1913, 1920, 1923, 1947) de l'Etat grec. Le désir de rattachement à la mère patrie, se manifesta à Chypre, envers ou contre l'occupant britannique, par une série d'actes concrets..."

⁵ En 1931, ces hostilités ont donné naissance à une révolte des Orthodoxes.

L'arrivée au pouvoir des travaillistes en Grande-Bretagne, à la fin de la guerre mondiale, a permis le retour à des mesures plus libérales à Chypre, conformes aux principes de la Charte de l'Atlantique. Des élections municipales furent alors organisées en 1943. Le Secrétaire d'Etat aux colonies, Sir Creech-Jones, proposa une réforme constitutionnelle qui fut toutefois rejetée par les autochtones. Les Orthodoxes n'espéraient en fait que l'union avec la Grèce, tandis que les Turcs manifestaient un vif scepticisme vis-à-vis de ces réformes. Ils demandaient un surplus de garanties pour sauvegarder leurs intérêts, compte tenu de l'attitude ultranationaliste des Orthodoxes. Par ailleurs, des manifestations turques commençaient à se lever dans le pays.

Malgré cette situation, les Britanniques persévéraient dans leurs efforts en vue de donner naissance à une nation chypriote, indépendante de la Grèce et de la Turquie, dotée d'un système juridique qui pourrait garantir les droits et les intérêts des deux communautés orthodoxe et musulmane. Dans ce sens, le 11 septembre 1948, le gouverneur de Chypre, Lord Winster, proposa une nouvelle Constitution qui prévoyait des élections législatives et la participation des Chypriotes au sein de l'exécutif. Les Orthodoxes rejetèrent encore une fois ces propositions, alors que les Turcs les avaient acceptées, sous réserve d'une plus large représentation de leur communauté dans l'Etat.

Le 15 janvier 1950, à l'initiative de Monseigneur Makarios II (le prédécesseur ecclésiastique du Président Makarios III), une consultation populaire non officielle fut organisée. Elle révéla un sentiment populaire d'attachement à la Grèce chez les Orthodoxes et un désir d'union avec cette dernière. Sur 224 749 votants Orthodoxes, 215 108 (soit 95% des suffrages exprimés) se prononcèrent en faveur de l'*Enosis*. A partir de cette date, les rapports entre les Orthodoxes et les Anglais s'envenimèrent.

C'est alors qu'apparut sur la scène politique de l'île un jeune prélat de 32 ans qui devint ensuite archevêque, puis Président de Chypre : Monseigneur Makarios III¹. Monté sur le

¹ Né en 1913, Monseigneur Makarios (Michaël Mouskos) a fait son noviciat au couvent Kykko, à l'âge de treize ans. Il fit ses études au Pancyprian Gymnasium à Nicosie et fut diplômé en théologie de l'Université d'Athènes. Il fit également des études de droit pendant deux ans dans cette université. Il est ensuite allé à Boston University pour compléter sa formation théologique. Il fut ordonné prêtre et diacre en 1938, archmandrite, en 1946. En 1948, il fut élu évêque de Kitium, alors qu'il était encore à Boston University. En 1950, il fut élu Archevêque, et obtint le titre d'Ethnarque (un titre de leadership). En 1956, il fut exilé aux Seychelles pendant trois mois. En 1959, il fut élu Président de la République. Monseigneur Makarios était devenu une figure

trône archiépiscopal le 20 octobre 1950, il engagea un combat pour l'indépendance de Chypre, appuyé essentiellement par la Grèce. Monseigneur Makarios plaidait en faveur de l'internationalisation du problème de son pays, devant les Nations Unies. Pendant ce temps, la lutte violente contre les Britanniques s'engageait, dirigée par deux organisations, EOKA¹ et EOKA B, accompagnée de mouvements de grèves en 1942, 1943 et 1944. La lutte orthodoxe contre les Britanniques s'intensifiait. Elle avait pour objectif non seulement l'indépendance de Chypre mais surtout l'union de l'île avec la Grèce². Cela poussait les Turcs chypriotes à envisager le retour de Chypre au statut qu'elle avait avant son annexion par la Grande-Bretagne. Dès lors, les heurts intercommunautaires survinrent³. Pour apaiser la communauté turque chypriote, les Britanniques se prononcèrent contre l'*Enosis*⁴.

B- La lutte pour l'indépendance :

Le 10 août 1953, Monseigneur Makarios exigea que la question chypriote soit évoquée devant l'Assemblée Générale des Nations Unies. Mais ce n'est que le 21 septembre 1953 que le gouvernement grec de Monsieur Papagos décida de la soumettre à l'organisation mondiale. A l'époque, la Grèce qui sortait d'une guerre civile voulait éviter un heurt avec l'Angleterre et la Turquie, pays alliés au sein de l'OTAN. A cela s'ajoutaient les pressions des Etats-Unis sur la Grèce pour qu'elle renonce à l'internationalisation de la question devant l'ONU.

L'Assemblée Générale refusa, à la majorité de ses membres, la demande de la Grèce et de la communauté grecque chypriote, en faveur de l'autodétermination, craignant pour le sort

internationale du fait qu'il présidait les réunions des gouvernements du Commonwealth et du Mouvement des Non-Alignés dont il fut le fondateur avec Tito et Nasser. Il obtint plusieurs Doctorats Honoris Causae, maintes décorations et médailles. En 1974, un coup d'Etat fut perpétré contre lui alors qu'il se trouvait à l'étranger. Il décéda d'une crise cardiaque, en 1977.

¹ Une organisation nationaliste pan-hellénique dirigée par Grivas Dighenis.

² Pierre OBERLING, *The Cyprus Tragedy*, Nicosia, 1982, p. 2 : "The Greek Cypriot leaders, Archbishop Makarios and George Dighenis (who, though born in Cyprus, was an officer in the greek army), were not Cypriots nationalists, and what they were aiming for was not the creation of an independent, bi-communal state, but enosis (or union with Greece) and the complete hellenization of the island, which left no room for Turkish Cypriots."

³ "During the Greek Cypriot insurgency a hundred Turkish Cypriots lost their lives. Moreover, the Turkish Cypriot inhabitants of more than thirty mixed villages and several Turkish Cypriot villages were chased out of their homes by Greek Cypriots, becoming refugees in other Turkish Cypriot enclaves." P. OBERLING, *Ibid*, p.3.

⁴ En 1954, le ministre britannique des affaires étrangères, Hopkinson, manifesta devant le Parlement britannique son opposition à l'*Enosis*.

de la communauté turque de l'île¹. Elle fit, en revanche, appel à des négociations bilatérales directes entre la Grande-Bretagne et la Grèce.

Le 30 juin 1955, le gouvernement britannique invita la Grèce et la Turquie à une conférence tripartite, pour traiter des questions politiques et de défense touchant la Méditerranée orientale, y compris Chypre. A cette occasion, Monsieur Mac Millan élaborait un nouveau projet de constitution pour Chypre qui fut encore une fois rejeté par Monseigneur Makarios qui se rendit à Athènes pour exprimer son opposition à la tenue de la conférence tripartite² qui, malgré tout, eut lieu entre le 9 août et le 7 septembre 1955.

Depuis cette conférence, la question chypriote semblait mettre en jeu la Grèce et la Turquie, alliés respectifs des deux communautés chypriotes. Trois ans plus tard, la Grande-Bretagne tenta une nouvelle fois de résoudre le problème³. Ses efforts aboutirent aux accords de Zürich et de Londres.

Pendant la tenue de ces négociations, la lutte contre les Britanniques, téléguidée par Athènes, persistait ainsi que les heurts intercommunautaires⁴. Aux exactions de l'EOKA⁵, les Turcs chypriotes répondaient en créant une organisation similaire : la TMT⁶.

¹ Devant l'Assemblée Générale de l'ONU, la Turquie faisait état de ses craintes. Aux propositions grecques d'annexion de Chypre, elle répondait que le gouvernement britannique ne pouvait transférer l'île à la Grèce sans violer le Traité de Lausanne. C'est ce qui ressortait de la déclaration du représentant turc, Monsieur Sarper, pour qui la demande de la Grèce d'inscrire la question chypriote à l'ordre du jour de l'Assemblée apparaissait non comme une application du principe de libre détermination, *"mais comme la revendication d'un Etat membre sur un territoire appartenant à un autre Etat membre... et comme une tentative de modification et de révision d'un traité international en vigueur"*. *Revue des Nations Unies*, septembre 1955, pp.19-21.

² Monseigneur Makarios déclarait alors : *"La position du problème chypriote dans un cadre plus large et la mise en avant du gouvernement turc en tant que facteur du règlement de l'affaire de Chypre, ne constituent pas une garantie pour une prise en considération correcte et pour une solution acceptable de la question. Un débat mené en l'absence de l'intéressé principal, à savoir du peuple chypriote, n'est pas concevable. Notre problème se présente toujours comme une pure question d'autodétermination et c'est uniquement sur cette base qu'il peut être correctement envisagé et résolu."* Cité in TENEKIDES, *Ibid*, p.85.

³ Voir E.N. DZELEPERY, *La Vérité sur Chypre*, Bruxelles, UCCLE, 1956, pp. 122-126.

⁴ Le 1er avril 1955, une série d'explosions presque simultanées ébranla les principales villes de Chypre. Cette opération terroriste de l'EOKA s'est poursuivie jusqu'au 14 mars 1957. Voir E. LOIZOU, *Ibid*, p.32.

⁵ ΕΘΝΙΚΗ ΟΡΓΑΝΩΣΙΣ ΚΥΠΡΙΩΝ ΑΓΟΝΙΣΤΩΝ : Organisation nationale des combattants chypriotes. Cette organisation date de 1954. Elle avait pour objectif de chasser les Britanniques de Chypre et de "traiter ensuite le sort

Les Britanniques furent alors obligés de prendre des mesures pour rétablir l'ordre. Le 18 décembre 1954, une grève générale eut lieu dans le pays en signe de protestation contre ces mesures et contre la résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU¹. Des heurts eurent lieu entre les manifestants et les forces de sécurité britanniques². Un état d'urgence fut décrété, le 26 novembre 1955. Un an plus tard, de nouvelles mesures d'exception furent prises. Le 9 novembre 1956, Monseigneur Makarios, accusé de soutenir secrètement l'EOKA, fut envoyé à l'île Mahé, aux Seychelles. Les incidents intercommunautaires se multipliaient. Les Britanniques tentaient, de leur mieux, de calmer la situation et d'aboutir à une solution, permettant la sauvegarde de l'indépendance de l'île³.

des Turcs". Elle était placée sous le commandement de Dighenis (Georgios Grivas), un colonel de l'armée grecque, chypriote d'origine, ancien chef de l'Organisation d'extrême droite "X".

Dans son ouvrage *"My Deposition"*, le Président Glafcos Clérides décrit le Général Grivas comme un brave soldat. *"Son engagement pour l'Enosis était total et honnête : il était déterminé à achever une cause nationale ou de mourir"*. (Pour plus de détails sur cette organisation, voir G. GRIVAS DIGHENIS, *Mémoires - Les Combats de l'EOKA 1955-1959*, Athènes, 1961).

Soutenue par l'Eglise orthodoxe, l'EOKA s'attaquait non seulement aux Turcs chypriotes et aux Britanniques mais aussi aux Orthodoxes chypriotes du parti communiste AKEL. 400 Grecs chypriotes, considérés comme étant des traîtres de la cause enosiste, ont été assassinés par elle. Il faut rappeler que l'Eglise orthodoxe, par une Encyclique datant de septembre 1948, condamnait le communisme et excluait les sympathisants d'AKEL des élections aux comités d'Eglise. (Voir Savvas KOKKINOS, *"La nouvelle tendance de l'ONU et la question Chypriote"*-Thèse de Doctorat en sciences politiques- Université de Paris IV- Novembre 1995, p.32).

Monseigneur Makarios aurait reçu 100 000 dollars américains par an pour combattre le communisme. Mais il aurait utilisé ces sommes pour armer et entraîner les Grecs chypriotes contre la communauté turque. Voir *"Chronology of the Cyprus Conflict 1878-1978"*- Historical Research Group- Cyprus, Nicosia, septembre 1978, p.7.

⁶ Cette organisation a remplacé le KATAK, un mouvement turc chypriote qui avait toujours manifesté son opposition à l'Enosis. La TMT progressait dans son action en perfectionnant ses tactiques et son arsenal. En effet, les Britanniques fermaient leurs yeux sur cette organisation qu'ils considéraient comme l'antidote de l'EOKA, bien qu'elle fût déclarée illégale. Il faut souligner que la TMT ne s'attaquait qu'aux Grecs chypriotes en riposte aux attaques de l'EOKA. Elle ne s'attaquait pas aux Britanniques. C'est pourquoi ces derniers ne lui réservaient pas une attitude similaire à celle qu'ils avaient vis-à-vis de l'EOKA. D'ailleurs, l'Administration anglaise, dans sa lutte contre l'EOKA, engageait des officiers turcs dans les forces de police. Voir G. CLERIDES, *Ibid*, T.1, p. 49.

¹ Voir supra.

² N. KRANIDIOTIS, *Chypre et sa lutte pour la liberté* Athènes, 1958, p.59.

³ Dans ses négociations avec le Gouverneur britannique, Monseigneur Makarios insistait sur la nécessité que les deux communautés soient représentées au Parlement selon leur répartition démographique. (Voir le détail des différentes propositions dans le développement juridique ultérieur).

Le 12 juillet 1956, le Premier ministre britannique, Sir Anthony Eden, annonça qu'une constitution allait être élaborée et que sa rédaction était confiée à Lord Radcliff. Ce projet fut notifié, le 13 décembre 1956, au gouvernement grec qui le rejeta. Monseigneur Makarios fit de même, de son exil dans l'Océan Indien.

Durant l'année 1957, les attaques de la TMT contre les Grecs chypriotes se multipliaient, poussant l'EOKA à constituer une garde spéciale, placée sous les ordres du Général Grivas, pour protéger la communauté Orthodoxe¹.

Le 12 juin 1958, un incident meurtrier provoqué par la TMT eut lieu à Kondemenos, un village orthodoxe : huit Grecs-orthodoxes furent massacrés, près d'un village turc (Geunyeli)². Par la suite, les émeutes se déplacèrent vers la capitale, Nicosie.

A son retour à Chypre, le 17 avril 1957, Monseigneur Makarios réengagea son combat pour l'indépendance, en faisant valoir, dans son discours, le principe du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"³. Parallèlement, les activités de l'EOKA se poursuivaient⁴. Pour riposter à ces mouvements, les dirigeants turcs chypriotes manifestaient leur opposition à l'*Enosis* et leur refus de vivre sous la bannière grecque⁵. Le coordinateur entre la Turquie et la communauté turque chypriote, Monsieur Nihat Ervin, se rendit à Chypre. Il s'entretint avec les notables de la communauté turque et avec le gouverneur Field Marshal Harding. A son retour à Ankara, il annonça le succès de sa rencontre avec ce dernier qui lui avait promis de renforcer la présence de cette communauté en permettant l'installation de 10 000 immigrants turcs⁶.

¹ CLERIDES, *ibid*, T1, p.57.

² Selon le rapport officiel de Sir Paget Bourke, Président de la Haute Cour de Chypre, chargé de l'enquête sur les incidents de Geunyeli (village grec chypriote attaqué par la TMT) : *"plusieurs jours avant le 12 juin et, en fait, dès le 7 juin, les sentiments d'hostilité intercommunautaire étaient particulièrement exacerbés. Il y avait eu de nombreux cas d'agression turques, spécialement à Nicosie, dirigés contre les membres de la communauté grecque et leurs propriétés..."* Cité in *Le Problème de Chypre*, P.I.O., Nicosie, 1985, p.12.

³ *"I take the holy oath that I shall work for the birth of our national freedom and shall never waive from our policy of annexing Cyprus to Mother Greece"*, déclarait-il.

⁴ *"Les Grecs chypriotes ne demandent pas leur indépendance comme les autres pays colonisés; ils demandent l'union avec la Grèce (Enosis)"*. E.LOIZOU, *ibid*, p.22.

⁵ Il faut rappeler qu'en 1954, ils déclaraient déjà que Chypre est turque depuis 1571 et ne devrait jamais s'unir à la Grèce.

⁶ CLERIDES, *ibid*, T1, p.45.

De leur côté, les Britanniques s'empressaient de quitter l'île et de préparer son accession à l'indépendance, sans néanmoins favoriser une communauté au détriment de l'autre¹. Pour cela, ils se concentraient sur la lutte contre l'EOKA et cherchaient son démantèlement. Les Grecs chypriotes voyaient d'un très mauvais oeil cette attitude et poursuivaient leurs attaques contre les colons.

Le 19 juin 1958, le Premier ministre britannique, Sir Harding Mac Millan, formula un nouveau projet de règlement² qui fut encore une fois rejeté par Monseigneur Makarios et par le gouvernement grec. Cependant, ce projet demeure important car il définit les grandes lignes des accords de Zürich et de Londres qui donnèrent naissance à la République de Chypre, en 1959.

Par ailleurs, les Américains jouaient un rôle dans l'attribution de l'indépendance à Chypre³ : ils poussaient les Britanniques à accélérer ce processus tout en sauvegardant des bases militaires dans l'île⁴.

En décembre 1958, un entretien entre le ministre grec des affaires étrangères, Monsieur Averoff, et son homologue turc, Monsieur Zorlu, a eu lieu au quartier général de l'ONU, pour décider de la participation gréco-turque dans la future république. Le succès de cette rencontre permit la tenue de la réunion à Zürich, en février 1959, des Premiers Ministres grec et turc, Messieurs Karamanlis et Menderes, et la signature des accords connus sous le nom d'"Accords de Zürich"⁵. Ces textes prohibent l'*Enosis* et la partition de Chypre. Ils donnent, à cet effet, le droit à la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni de "garantir l'indépendance de Chypre

¹ E. LOIZOU, Ibid, p.22.

² Voir les développements ultérieurs concernant ce projet qui met en évidence le souci anglais de donner à Chypre un système juridique viable, dans la mesure du possible et compte tenu de l'implication croissante de la Grèce et de la Turquie dans la vie politique de cette île. Voir à cet effet la Revue générale de droit international public, 1958, pp.586-588.

³ Les Américains, semble-t-il, étaient favorables à l'*Enosis*. Leur souci majeur était de renforcer leur leadership dans la région et d'éviter que Chypre ne bascule vers l'URSS. Il était donc opportun que cette union soit faite avec la Grèce qui faisait partie de l'OTAN. Voir à cet égard, *New York Times*, Janvier 1945 et 24 novembre 1947.

⁴ La question des bases militaires britanniques fut discutée lors des négociations qui ont donné naissance aux accords de Zürich. Il a été convenu que la Grande-Bretagne conserverait deux bases souveraines à Dkhelia et Akrotiri.

Voir le détail et les conséquences juridiques de l'installation de ces bases sur la souveraineté de Chypre, dans les développements juridiques ultérieurs.

⁵ CLERIDES, Ibid, T1, p.53.

par une action collective ou unilatérale". Ils revêtent une grande importance stratégique pour la Turquie car, non seulement ils ont pour objectif la sauvegarde de l'indépendance de Chypre mais ils prennent aussi en considération la sécurité de la Turquie.

Les accords de Zürich ont été signés par Monseigneur Makarios après qu'il ait été complètement informé de leur contenu¹. Dans son ouvrage, *My Deposition*, le Président Glafcos Clérides souligne : "le 11 février 1959, le Premier Ministre Karamanlis, en présence de son vice-premier ministre, Panayiotis Canellopoulos et les conseillers du ministère des affaires étrangères, Vlachos et Bitsios, se sont entretenus avec Monseigneur Makarios pendant quatre heures à propos de ces accords, après les lui avoir soumis. Makarios demanda alors à Karamanlis de lui permettre de négocier le sort des bases britanniques, demande qui fut acceptée par Monsieur Karamanlis. Après quoi, Monseigneur Makarios fit la déclaration suivante : 'j'ai exprimé ma satisfaction des résultats des négociations gréco-turques à Zürich. L'accord intervenu procure les fondements d'une solution immédiate et finale du problème de Chypre, en permettant à ce pays de devenir un Etat indépendant et souverain. Les accords conclus entre la Grèce et la Turquie, dans un esprit de bonne volonté, procurera la liberté et le progrès aux Grecs et aux Turcs chypriotes'. Quelques jours plus tard, à Londres, le même Makarios refusa de signer ces accords soutenant qu'il avait une crise de conscience, en créant ainsi des problèmes entre lui et le gouvernement grec."² Cela fait croire que l'Ethnarque a changé de politique, en abandonnant l'Enosis³ et en acceptant le principe d'une république chypriote indépendante⁴. Le gouvernement grec allait lui aussi dans ce sens : le ministre grec des affaires étrangères, Monsieur Averoff, demanda au Général Grivas Dighenis d'abandonner l'idée d'"autodétermination-Enosis"⁵ en faveur de l'indépendance totale de l'île. Cependant, selon le Président Clérides, le Général Dighenis n'a pas été tenu au courant du contenu des accords de Zürich⁶.

¹ CLERIDES, *Ibid*, T1, p.71.

² *Ibid*.

³ "In fairness, however, to Makarios, it must be stated that he did not get much help either from his opponents, who constantly criticised him for abandoning Enosis and accepting the Zürich compromise, or from his supporters, who encouraged him to avoid implementing the agreements he had signed and to seek constitutional amendments. They little realised that refusal to implement what had been agreed was considered by the Turkish side as evidence of insincerity, and refusal to improvise practical ways out of the difficulties, insisting on constitutional amendments as evidence of our desire to take away from the Turkish community their agreed rights". CLERIDES, *ibid*, T1, p.72.

⁴ "Le 22 septembre 1958, Monseigneur Makarios, renonçant au principe de l'Enosis, prenait parti pour un régime indépendant aussi bien vis-à-vis de la Grèce que de la Turquie". TENEKIDES, *ibid*, p.114.

⁵ Argument soulevé auparavant par Averoff et son gouvernement devant l'Assemblée Générale des Nations Unies.

⁶ CLERIDES, *ibid*, p.74.

Le 18 février 1959, une autre réunion s'est tenue à Londres, au Lancaster House, entre les ministres des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, de la Grèce et de la Turquie. Dans la nuit du 18 au 19, les accords de Zürich ont été paraphés par ces trois personnalités, puis furent soumis à Monseigneur Makarios et au Docteur Kutchuk, représentants respectifs des deux communautés grecque et turque chypriote. Ces deux derniers affichèrent leur acceptation de ces documents. Auparavant, le 16 février 1959, Monseigneur Makarios disait au Premier Ministre grec, Karamanlis, lors de la cérémonie de signature des accords de Londres, qu'"il avait une crise de conscience"¹. Le soir même, il envisagea de démissionner de son poste. Il en avertit l'évêque de Kitium, Monseigneur Anthimos, le supérieur du monastère de Kikko, l'abbé Chrysostomos et le maire de Nicosie, le Docteur Dervis. Paradoxalement, deux jours plus tard, le 18 février, il fit savoir à Monsieur Karamanlis qu'il était prêt à signer ces documents. Il est donc difficile d'admettre que la communauté grecque chypriote, représentée par son "leader", Monseigneur Makarios, ait accepté ces accords sous pression.

Il a en effet été allégué que Monseigneur Makarios se trouvait dans une position gênante. Il craignait que si la Grande-Bretagne devait quitter le pays, Chypre retomât sous la souveraineté turque, donc dans la situation d'avant 1878. C'est pour cette raison qu'il reprit ses déclarations pro-enosis d'antan².

Dans son ouvrage, *My Deposition*, le Président Clérides rapporte que, le 19 février 1959, après la signature des accords et lors de la réception offerte par Monsieur Karamanlis, Monseigneur Makarios, "souriant énigmatiquement disait : 'Monsieur le Premier Ministre, vous vous imaginez vraiment que je n'aurais pas signé?' Monsieur Karamanlis lui demanda alors : 'Pourquoi avez vous donc agi de la sorte?' et, Monseigneur Makarios de répondre : 'J'avais mes raisons'". Le Président Clérides conclut, en citant cet événement : "je laisse le soin aux politologues d'interpréter la réponse de l'ethnarque..."³.

Selon le Président Clérides, témoin de cette scène et qui a assisté à tous ces événements, Monseigneur Makarios n'avait nullement l'intention de refuser la signature de ces documents⁴.

¹ CLERIDES, *ibid*, T1, p.77.

² "The aim of the Cyprus struggle was not the establishment of a Republic. The agreements only laid the foundations... Union of Cyprus with Greece is an aspiration always cherished within the hearts of all Greek Cypriots. It is impossible to put an end to this aspiration by establishing a Republic" (TIMES, du 9 avril 1963).

³ CLERIDES, *ibid*, p.77-78.

⁴ "He used this technic at the London Conference. He went as far as to bluff that he would not sign the agreements unless the amendments he requested were accepted. He

Il faut souligner que les accords de Zürich et de Londres furent préalablement approuvés, le 28 février 1959 par le Parlement grec, le 4 mars 1959 par la Grande Assemblée nationale turque et le 19 mars 1959 par la Chambre des Communes anglaise.

Par ces accords, la Grande-Bretagne a mis fin à sa tutelle sur Chypre et lui a permis d'accéder à l'indépendance.

C- La République indépendante :

Dès sa genèse, la république chypriote présentait des difficultés qui ont conduit Monseigneur Makarios à proposer des amendements constitutionnels. Cette démarche a provoqué une crise institutionnelle qui a mis en cause la république. En 1974, la Turquie est intervenue militairement en application du traité de Garantie, à la suite d'une tentative de coup d'Etat contre Monseigneur Makarios. Depuis, l'île est divisée en deux.

i- Les débuts difficiles :

A l'issue des accords de Zürich et de Londres, il fut procédé à l'élaboration d'une constitution définitive. Chypre fut ensuite proclamée république indépendante, le 16 août 1960. Entre temps, entre février 1959 et août 1960, des élections présidentielles, législatives et communales eurent lieu. En décembre 1959, Monseigneur

knew that if the other participants remained inflexible in their positions and cancelled his bluff, he would have to sign. That is how the game was played at the London Conference. The other participants held to their positions, his bluff was called and he had no alternative but to put his signature to the agreements". Ibid, p.78.

Par ailleurs, il n'est pas inutile de rappeler, à cet effet, la déclaration historique suivante de Monseigneur Makarios, du 21 mai 1959 : *"I signed the London Agreements fully conscious of my responsibilities towards the people of Cyprus. Failure of the London Conference on Cyprus because of refusal to sign would have had catastrophic consequences for the future of Cyprus. Before signing, I stated to those who were invited from Cyprus to advise me that I did not wish them to share my responsibility with regard to the signing of the agreements, and that I accepted alone, fully and totally the responsibility, leaving the people of Cyprus, who have the sovereign right to accept or reject the agreement signed uncommitted.*

Because it has been said that I signed after strong pressure from the Greek Government, I declare that no power on earth could have compelled me to sign the agreements if I had believed them to be contrary to the interests of the people of Cyprus

In the Conference room, I fought to the last moment to achieve better terms in the proposed agreement. Finally, however, refusal to sign, I repeat again, would have heaped many aggravated troubles on the people of Cyprus.

With regard to the Greek Government, I honestly believe that it made every effort to achieve the best that was possible under the given circumstances. The fact that the Greek Prime Minister and the Foreign Minister drew my attention to the consequences which would result from the refusal to sign the agreements did not constitute pressure on their part, but the performance of a duty.

I put my signature to the London Agreement; I do not repent, I do not retract".

Makarios¹ fut élu Président de la République et le Docteur Kutchuk, vice-Président. Monseigneur Makarios était une figure hors du commun. Il joignait charisme, intelligence et ruse politique, ce qui fit de lui une personnalité incontournable dans le bassin méditerranéen. A la fois non-aligné et philosoviétique, il fut traité par les observateurs de "Raspoutine" ou de "Castro de la Méditerranée"².

Le 6 juillet 1960, une série d'accords réglant la participation des communautés chypriotes au pouvoir furent signée à Nicosie et, le 31 juillet de cette même année, eurent lieu les premières élections législatives. Les élections communales eurent lieu le 7 août 1960 et donnèrent naissance à deux Chambres communautaires.

Dès l'instauration de la république, un grand nombre d'orthodoxes chypriotes qui luttaient pour l'*Enosis* arrêterent leur combat et composèrent avec la communauté turque. Cette dernière oublia le conflit intercommunautaire et l'agitation enosiste de la période qui précéda l'indépendance. L'Etat commença à fonctionner, non sans difficultés sur lesquelles nous reviendrons plus loin. Ce nouvel Etat était fragile compte tenu des luttes récentes et des exactions des organisations paramilitaires de l'EOKA et de la TMT³. Aussi, la nature communautaire du régime n'était-elle pas pour arranger les choses. Les Orthodoxes considéraient les Turcs chypriotes comme une minorité dotée de droits disproportionnés par rapport à leur population. Par ailleurs, la désignation de Polycarpos Yorgadjis au poste de ministre de l'intérieur et chargé de la sécurité interne de Chypre, provoqua une réticence et une crainte chez les Turcs chypriotes. Pour leur part, les Orthodoxes étaient fiers du fait que Yordjadis ait fait partie de l'EOKA dans le passé car, à leurs yeux, c'est à cette organisation que revient le mérite d'avoir

¹ Déjà, le 20 octobre 1950, Monseigneur Makarios fut choisi par les membres de sa communauté comme chef de l'Eglise orthodoxe autocéphale de Chypre. Il devenait de ce fait *ethnarque* ou "chef de nation" (*millet Paschi*) : depuis 1570, date de la conquête de Chypre par les Ottomans, ces derniers accordèrent ce titre à l'archevêque orthodoxe de Chypre, en lui donnant un double pouvoir religieux et politique, pour contrecarrer les catholiques et empêcher les Vénitiens de reconquérir Chypre. Monseigneur Makarios hérita donc de ce pouvoir doublement religieux, communautaire et donc politique.

² Il commença sa carrière politique par une lutte acharnée contre les Britanniques et fut alors exilé aux Seychelles. Il prôna également l'union de son pays à la Grèce : l'*Enosis*. Le 31 mars 1955, sous sa direction politique, l'Organisation nationale de combat chypriote, l'EOKA du Général Grivas Dighenis, engagea la lutte armée contre les Britanniques et la communauté turque chypriote. Ce n'est qu'à partir de 1960 qu'il changea apparemment de politique en plaçant pour l'indépendance de Chypre.

³ CLERIDES, *ibid*, T1, p.85.

abouti à l'indépendance par une lutte acharnée contre les Britanniques. C'est peut-être pour cette raison que Monseigneur Makarios composa son gouvernement, en majorité, d'anciens combattants ou de membres de l'EOKA¹. Cela n'apaisait point l'esprit des Turcs chypriotes qui voyaient d'un mauvais oeil les éloges faits en faveur des anciens membres de l'EOKA et la mise en avant de la lutte de cette organisation². Ils manifestèrent alors un sentiment d'attache à la Turquie qu'ils considèrent "leur mère patrie", avec laquelle ils partagent les mêmes traditions et la même histoire.

Le sentiment national chypriote commençait à faire défaut. Les débuts de la République étaient difficiles. Chaque communauté cherchait à faire prévaloir son propre intérêt au détriment de l'intérêt national³. Les dirigeants chypriotes étaient principalement

¹ Ibid, p.86.

² Peu de mois après la proclamation de la république chypriote (cinq mois et demi), le 1er avril 1960, Monseigneur Makarios déclarait : *"The epic grandeur and glory of EOKA's liberation struggle has laid the foundation-stone of national freedom. This freedom is our sacred duty to safeguard. National struggles never come to an end. They merely change their form, preserving deep down the same substance and the same content... The realization of our hopes and aspirations is not complete under the Zürich and London Agreements... The glorious liberation struggle, whose fifth anniversary we celebrate today, has secured us advanced bastions and impregnable strongholds for our independence. From these bastions we will continue the struggle to complete victory. There is nothing impossible for man when he works for something and believe in it. Let us therefore work with faith for the future of our country and let us be certain that the task we began five years ago will soon be completed and bear fruit"*. Z. STAVRINIDES, *The Cyprus Conflict : National Identity and Statehood*, Nicosia, 1982, p.40.

De même, dans un sermon prononcé au monastère de Kykko, le 15 août 1962, Monseigneur Makarios appelait "les Grecs chypriotes à poursuivre la lutte entamée par les héros de l'EOKA". P. OBERLING, *ibid*, p.4.

Le 4 septembre de la même année, Monsieur Polycarpos Yorgadjis allait dans le même sens, en déclarant : *"There is no place in Cyprus for anyone who is not Greek, who does not think Greek and who does not constantly feel Greek"*. Ibid.

On peut multiplier les déclarations des dirigeants orthodoxes qui renforçaient la crainte chez la communauté turque chypriote. Ainsi, en janvier 1962, Monseigneur Makarios disait : *"The noble struggle of the people never come to an end. These struggles, although they undergo transformation, are never terminated. The struggle of the people of Cyprus will go on. The Zürich and London Agreements form a landmark in the course of this struggle, but at the same time, are a starting point and bastion for further struggles, with the object of capitalizing on what has been achieved for further conquests"*. Ibid.

³ *"Cyprus was not a nation to which belonged anybody, and the various institutions of the State were not perceived as instruments for ordering and advancing national life, but simply arrangements devised by constitutional experts to share power and responsibility for the management of their common affairs"*. Z. STAVRINIDES, *ibid*, pp.42-43.

des "leaders" de leurs propres communautés, ce qui laissait croire qu'il y avait deux nations au sein du même Etat¹.

Ces difficultés auxquelles se confrontait la république chypriote naissante n'étaient pas uniquement dues au caractère communautaire de l'Etat, mais aussi aux dissensions internes au sein de la communauté grecque-orthodoxe. Ni le parti communiste AKEL, ni l'Eglise orthodoxe n'étaient en effet satisfaits de la politique de Monseigneur Makarios. Ils n'étaient pas non plus en faveur de son maintien dans ses fonctions à la tête de l'Etat.

Monseigneur Makarios était aussi confronté à des problèmes internes d'ordre constitutionnel : le partage des fonctions entre les deux communautés sur la base du principe 70:30 (70% aux Grecs chypriotes et 30% aux Turcs chypriotes), la question des municipalités et des Conseils des villes² ainsi que la question de l'armée. En effet, les articles 173 et 177 de la constitution ont institué des municipalités grecques et turques séparées, dans les cinq villes les plus importantes de l'île (Nicosie, Limassol, Larnaca, Famagouste et Paphos). De même, les articles 87 et 89 attribuent aux Chambres communales le soin de gérer législativement et administrativement ces circonscriptions. La constitution a accordé un délai de quatre ans aux Président et vice-Président de la République pour examiner la création et l'organisation de ces entités. Des commissions ont été formées à cet effet mais ne sont pas arrivées à une fin utile. Le Président Makarios proposa alors l'établissement de municipalités mixtes où les Grecs et les Turcs chypriotes seraient représentés proportionnellement au sein des Conseils. La communauté turque rejeta cette proposition. Monsieur Glafcos Clérides, alors Président de la Chambre des Représentants, suggéra l'adoption d'une période transitoire pour mettre en place des municipalités dirigées par des conseillers municipaux. Cette proposition fut rejetée par les Turcs chypriotes.

Par conséquent, cette question fut soumise à la Cour suprême constitutionnelle. Avant même qu'elle soit examinée par cette instance, Monseigneur Makarios déclara que si la Cour

¹ La constitution de 1960 est qualifiée, à juste mérite, de constitution fédérale, compte tenu de ses dispositions qui renforcent ce caractère. Voir Les développements juridiques ultérieurs.

² Il était difficile, à l'époque, de concrétiser et de bien faire fonctionner ce système dans les agglomérations où les populations grecques et turques étaient mêlées. Même difficulté rencontrée dans le système des votes séparés à la Chambre des Représentants (35 Grecs chypriotes et 15 Turcs chypriotes) concernant l'adoption de lois fiscales pour les municipalités. Il suffisait que 8 députés turcs chypriotes sur 15 expriment un vote négatif pour faire échouer la loi.

Suprême Constitutionnelle jugeait ces mesures anti-constitutionnelles, il ne respecterait pas sa décision¹. C'est alors que le Président de cette Cour, le Professeur Ernest Forsthoff, démissionna de son poste, le 21 mai 1963 *de facto*, et le 15 juillet 1963 *de jure*².

Par ailleurs, le Docteur Kutchuk, vice-Président de la République, exerçait son veto sur nombre de décisions du gouvernement et du Président de la République, notamment en matière de politique étrangère, de défense et de sécurité. Les Orthodoxes critiquaient cette attitude et qualifiaient ce droit de veto de "disproportionné", car ils considéraient la communauté turque chypriote comme étant une "*minorité*" (18,4% de la population de l'île³ qui ne possède que 7,6% des richesses du pays). Ils cherchaient à changer le ratio (70 : 30) et à le remplacer par (80 : 20).

Cela nourrissait la haine et les craintes intercommunautaires. Une haine des Grecs chypriotes pour les Turcs chypriotes et une crainte chez ces derniers de se voir retirer les prérogatives que la constitution et les accords de Zürich et de Londres leur avaient accordées. Le fossé interne grandissait. Dans les écoles orthodoxes, la propagande pan-hellénique faisait rage : "*on enseignait aux élèves que Chypre est une île grecque et que les Turcs sont des intrus. L'agence chypriote d'information, la CBC (Cyprus Broadcasting Corporation), émettait régulièrement des programmes virulents anti-turcs*"⁴. Le drapeau grec flottait sur le toit du palais présidentiel de Nicosie et sur la limousine officielle du Président Makarios. L'hymne national grec se chantait à toutes les occasions officielles⁵. La révélation d'un plan secret dit "*plan Akritas*"⁶ signé par "*le chef Akritas*" qui était en réalité le ministre de l'intérieur Yorgadjis a élargi le fossé. Selon ce document révélé par le journal grec *Patris* (ΠΑΤΡΙΣ), le gouvernement chypriote allait adopter une série d'amendements constitutionnels qui auraient paru aux yeux de tous comme étant "*raisonnables et justes*" mais qui devaient, en fait, priver la communauté turque chypriote de ses prérogatives. Cette

¹Voir le texte de sa déclaration in *Cyprus Mail* du 12 février 1963, déclaration rapportée au *Sunday Express*.

² Le 5 janvier 1964, le Professeur Forsthoff fit la déclaration suivante à l'*Associated Press* : "*Every Constitution can have its peculiar problems. There is no Constitution in the world which has not got its particular difficulties and problems. This is primarily a question of goodwill. If there is goodwill a Constitution can be implemented and this Constitution is capable of being implemented*".

³ En 1960, la communauté turque comptait 104 000 personnes.

⁴ P. OBERLING, *The Cyprus Tragedy*, ibid, p.5 : "*In one play, a mother asks her son what he wants to become. The boy replies : 'a hero'. When she asks him 'what will you bring to us?', he answers : 'I am going to bring seven Turkish heads to you'...*".

⁵ Ibid.

⁶ Voir ce texte en annexe.

dernière ne devait pas avoir l'opportunité de rejeter ces amendements. Pour l'empêcher de le faire, toutes les mesures auraient été possibles, y compris le recours à la force.

Ce sont donc les amendements constitutionnels qui ont effrayé les Turcs chypriotes et qui furent à la base du conflit chypriote.

ii-Les amendements constitutionnels de 1963 :

Le 30 novembre 1963, Monseigneur Makarios a présenté un projet de 13 amendements constitutionnels qui allaient mettre fin, en réalité, aux accords de Zürich et de Londres. Aux yeux des Grecs chypriotes, ce projet était indispensable au fonctionnement de la république. Il visait essentiellement la suppression du droit de veto accordé aux Turcs chypriotes, considérés à leurs yeux comme une minorité¹.

Le vice-Président de la République, le Docteur Kutchuk, à qui ces propositions furent faites, les rejeta en trouvant qu'elles portaient atteinte à l'essence même de la République et qu'elles avaient pour objectif de *"laisser la communauté turque à la merci des Grecs"*. Il déclara alors officiellement que la République de Chypre avait cessé d'exister et se retira, avec trois ministres turcs chypriotes, les députés de sa communauté et les fonctionnaires turcs chypriotes, du gouvernement et de l'administration.

De son côté, le gouvernement turc réagit immédiatement à ce projet, le 16 décembre 1963, en adressant une lettre au Président Makarios le menaçant d'intervenir à Chypre au cas où la moindre atteinte serait portée au système constitutionnel établi par les traités.

Le Comité d'Alliance tripartite composé des représentants de la Grèce, de la Turquie et de la République de Chypre se

¹ *"Fortement soutenue par Ankara, cette minorité aspirait non seulement au maintien de ses privilèges mais aussi, à la transformation du fédéralisme institutionnel dont elle bénéficiait en fédéralisme territorial, et même plus : à la partition pure et simple."*

Ces deux poussées contradictoires : l'une vers l'indépendance totale, l'autre vers le fédéralisme territorial, allaient faire éclater la faible et déficiente écorce conventionnelle qui recouvrait la réalité extraordinairement complexe de Chypre". TENEKIDES, *ibid*, p.164.

Dans le même ordre d'idées, voir E. LOIZOU, *Ibid*, p. 43 : *"Il est clair que les dispositions de la constitution donnaient un terrain très fertile pour les désaccords entre deux communautés déjà nourries de soupçons et d'hostilités, sans leur offrir des moyens juridiques pour arriver à un compromis. L'Etat ne pouvait plus fonctionner. C'est alors que le Président Makarios a fait certaines propositions au vice-Président, le Dr Kutchuk, pour la révision de la constitution"*.

réunit alors à Paris, le 19 décembre 1963, sans toutefois arriver à une solution concrète.

Le 21 décembre 1963, un cycle de violence s'ensuivit, à l'issue d'une altercation entre une patrouille de police et des citoyens turcs chypriotes, à Nicosie¹. Il s'était fallu de peu de choses pour que la tension ne s'envenime. Des deux côtés, les esprits étaient tendus. Chacun accusait l'autre d'avoir commencé les hostilités. Selon les Grecs chypriotes, le gouvernement turc aurait incité la TMT à l'insurrection². On laissera, quant à nous, le soin aux historiens et aux chercheurs de déterminer les responsabilités de chacun³.

Rapidement, les groupes paramilitaires de la TMT et de l'EOKA se sont mêlés et les troubles ont vite gagné toute l'île⁴. Les efforts se sont alors déployés pour aboutir à un cessez-le-feu. A cet effet, le 26 décembre 1963, le gouvernement chypriote a demandé l'intervention du Conseil de Sécurité, sous prétexte que la Turquie était intervenue dans les affaires internes chypriotes en violant l'espace aérien et maritime de ce pays. Mais le Conseil de Sécurité a ajourné cette demande car la Turquie a démenti les allégations chypriotes.

Pour sa part, l'OTAN s'est aussi mobilisé. Les Américains qui en assumaient la direction voulaient, à tout prix, éviter que ces événements ne servent d'apât à un conflit militaire au sein de cette organisation.

Le 28 décembre 1963, le Secrétaire d'Etat aux *Colonies et Relations du Commonwealth* est arrivé à Chypre. Il a suggéré la tenue d'une conférence pour étudier ce problème. Une réunion eut alors lieu au Marlborough House, le 15 janvier 1964. Elle réunit les ministres des affaires étrangères de la Grèce et de la Turquie,

¹ A l'issue de cette altercation, les officiers grecs chypriotes auraient tiré sur les Turcs chypriotes avec "des armes automatiques qui ont causé des victimes parmi les Turcs". TENEKIDES, *ibid*, p.166.

² "Les premières violences intercommunautaires étaient en fait provoquées par la TMT. Elles étaient le résultat d'une politique de haine cultivée par les dirigeants Turcs chypriotes qui voulaient persuader l'opinion publique mondiale que Chypriotes turcs et Chypriotes grecs ne pouvaient pas coexister et que par conséquent, la partition sous une forme ou une autre de Chypre était nécessaire." *Le Problème de Chypre*, P.I.O., Nicosie, 1985, p.11.

³ Pour une Etude impartiale de ce problème, voir Nancy CRASHAW, *The Cyprus Revolt*, George Allen and Unwin, London, 1978.

⁴ "J'ai vu dans une baignoire les cadavres d'une mère et ses trois petits enfants assassinés pour la seule raison que leur père était un officier..." Max CLOS, *Le Figaro*, 25 janvier 1964.

respectivement Messieurs Palamas et Erkin, ainsi que les représentants des communautés chypriotes, Messieurs Denktash et Clérides : le premier, représentant la communauté turque chypriote, le second représentant la communauté Grecque. Mais cette conférence s'est malheureusement soldée par un échec. La Grèce et la communauté orthodoxe chypriote ont refusé l'envoi de troupes composées de membres des pays de l'OTAN¹ pour contrôler la situation dans l'île pendant trois mois, la création d'une commission intergouvernementale et la nomination d'un médiateur neutre de l'OTAN, chargé de veiller au règlement politique de la question. Mais la raison majeure de l'échec de cette conférence est due aux divergences de points de vue entre les parties et aux pressions extérieures exercées sur les antagonistes. Bien que la Grèce fit partie de l'OTAN, elle courtisait l'Union soviétique qui marquait *"une évidente sympathie pour le régime de Makarios"*. Ce dernier poursuivait depuis son avènement au pouvoir une politique qui se voulait "neutre" mais qui, en réalité, était plutôt soviétophile. Monseigneur Makarios n'était-il pas parmi les fondateurs du Mouvement des Non-Alignés?

Le 7 février 1964, Monsieur Khrouchev a adressé un message au Premier ministre britannique, au Président de la République française, aux Premiers ministres turc et grec dans lequel il a exprimé les préoccupations de son pays concernant les développements de la situation à Chypre. Il y a rappelé l'intérêt que portaient l'Union soviétique pour cette affaire. *"Il a notamment affirmé que certaines puissances, foulant au pied les principes de la Charte des Nations Unies ainsi que les règles généralement acceptées du droit international, essayaient d'imposer au peuple et au gouvernement de Chypre une solution qui convient à ces Puissances, alors que les problèmes à résoudre ne concernent que les Chypriotes eux-mêmes. Il s'élevait contre l'occupation effective, par les forces armées de l'OTAN, de la République de Chypre, qui pratique une politique de non-engagement à l'égard des blocs militaires. Il ajoutait : 'En lançant cet appel, inspiré par le souci de sauvegarder, de consolider la paix et d'assurer le respect des droits des peuples, je tiens compte également du fait que l'Union soviétique, bien qu'elle n'ait pas de frontières communes avec la République de Chypre, ne saurait rester indifférente à la situation qui se développe dans la région de la Méditerranée orientale, région qui n'est pas tellement éloignée des frontières méridionales de l'URSS surtout si l'on considère combien la notion des distances a changé à notre époque'"*².

A l'issue des raids aériens turcs, Monsieur Khrouchev a ouvertement exprimé sa détermination à intervenir à Chypre³ et de

¹ composées de 1 200 soldats américains et un contingent de 10 000 soldats d'autres pays de l'OTAN.

² TENEKIDES, *ibid*, p.198.

³ *Ibid*, p.200.

faire de cette dernière une "seconde Cuba de la Méditerranée". Les Américains ont alors renforcé leur politique dans l'île et marqué une préférence pour la Turquie au sein de l'Alliance atlantique, car ce pays pouvait mettre en ligne 20 divisions tandis que la Grèce n'en pouvait mettre que 8, sans permettre pour autant à la Turquie d'avoir une emprise sur Chypre. En effet, la Turquie a tenté d'intervenir militairement en 1964, à l'issue des événements de décembre 1963¹, mais en a été empêchée par la VI^{ème} flotte américaine. Une lettre du Président américain Johnson a rappelé alors sèchement aux Turcs qu'ils ne pouvaient utiliser les armes données par les Etats-Unis sans leur consentement, et que lui-même ne pourrait assurer, dans le cas contraire, l'appui de l'OTAN en cas d'agression de la Turquie par l'Union soviétique².

Les Etats-Unis ont ensuite dépêché à Chypre le Secrétaire d'Etat George Ball³ qui a rencontré le Président Makarios à deux reprises, en février 1964, pendant que le commandant en chef de l'OTAN en Europe, le Général Lyman Lemintzer, s'employait de son côté, au service du même objectif.

Par ailleurs, le Président Johnson a désigné un médiateur américain pour régler ce conflit. Il s'agissait de l'ancien Secrétaire d'Etat, Dean Acheson qui a soumis, au cours de l'été 1964, à la Grèce et à la Turquie, un plan qui prévoyait le partage de l'île entre ces deux pays⁴. Ce plan a, de prime abord, été accepté par elles mais rejeté par le Parlement chypriote et par Monseigneur Makarios. Pour les Grecs-orthodoxes chypriotes, ce plan avait pour objectif d'*"otaniser l'île, ajoutant aux bases britanniques existantes, des bases turques, et sans doute grecques, sans pour autant offrir une solution durable aux problèmes posés par la coexistence des deux communautés et, par l'interférence de ces problèmes, avec la rivalité*

¹ Le 7 et 8 août 1964, les forces aériennes turques bombardaient les troupes grecques chypriotes qui attaquaient l'enclave turque chypriote située au nord du pays. Pour éviter une déflagration plus importante et pour empêcher des affrontements greco-turcs, le Président des Etats-Unis d'Amérique, Monsieur Johnson, est intervenu auprès de la Turquie pour arrêter les hostilités. Pour plus de détails sur ces événements, se reporter à T. EHRLICH, *Cyprus : 1958-1967, International Crisis and the Role of Law*, Oxford University Press, 1974, pp. 61-89.

² Voir la lettre du Président Johnson au Premier ministre Inonu, en annexe.

³ Voir le plan de Monsieur George Ball in CLERIDES, T1, Ibid, p.316.

⁴ Voir le détail et le commentaire de ce plan dans les développements juridiques ultérieurs (II^{ème} partie de ces travaux). Chypre aurait été intégrée à la Grèce à l'exception de la presqu'île de Karpas, située dans le nord et d'une superficie de 400 Km² constituant environ 4% du territoire, qui avait été cédée à la Turquie pour que cette dernière puisse y installer des forces terrestres, aériennes et navales. En contre partie, le plan Acheson prévoyait que la Grèce cède à la Turquie l'île de Castellorizo.

gréco-turque en Méditerranée, et avec les conflits de longue durée qui sévissent au Proche-Orient"¹.

Après l'échec de toutes les démarches diplomatiques, la Grande-Bretagne a fait appel au Conseil de Sécurité de l'ONU, le 15 février 1964. Ce dernier a envoyé, le 27 avril 1964, une force chargée de maintenir la paix² : UNFICYP³.

A l'issue des événements de 1963, un découpage ethnique a eu lieu, à l'instar de celui de l'ex-Yougoslavie dans les années 90. Des enclaves ou "zones" turques chypriotes ont été constituées. Il s'agissait du premier partage net de la population. Les dirigeants turcs chypriotes ont alors annoncé que *"la République de Chypre est morte"*⁴. Ils considéraient que la constitution de 1960 ne les protégeait pas assez. *"Les événements récents qui avaient éclaté dans l'île étaient, estimaient-ils, la preuve que les deux communautés chypriotes ne pouvaient pas vivre ensemble et une séparation territoriale devenait nécessaire"*⁵.

Entre 1963 et 1967, les Turcs chypriotes ont consolidé leurs cantons en s'armant et en constituant un Etat dans l'Etat. Ils avaient pour objectif d'aboutir à la partition de Chypre⁶. Pour cette raison, ils rejetèrent le projet du médiateur de l'ONU, Galo Lasso Plaza, qui prévoyait le retour à la norme et proposait la démilitarisation du pays⁷. Le Docteur Kutchuk a soumis au médiateur onusien un mémorandum dans lequel il estimait qu'*"aucune disposition constitutionnelle dans un Etat unitaire ne pouvait garantir les droits des Turcs chypriotes (...), que des garanties constitutionnelles ne pouvaient être effectives que si elles étaient exprimées en termes géographiques(...). Le temps était venu pour*

¹ J. VENANT, *Le Problème de Chypre : données internes et enjeux stratégiques*, INSED, Paris I, 1984, pp. 8-9.

² Peace Keeping Force.

³ Le 4 mars 1964, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la résolution 186, (UN Doc. N°S/5575, 1964) qui a mis en place cette force. L'ONU a ensuite nommé un médiateur chargé de *"la promotion d'une solution pacifique du problème de Chypre conformément à la Charte des Nations Unies"*.

⁴ Déclaration du Docteur Kutchuk, vice-Président de la République, faite le 22 décembre 1963.

⁵ *"En effet, les Turcs chypriotes constituent une très large communauté, disaient-ils, pour être traités à Chypre en tant que minorité. La partie chypriote turque souhaitait être considérée comme une entité appartenant à une grande Nation, la Turquie, car Chypre n'était pas une Nation mais une île d'Outre Mer de la Turquie (an off shore island)"*. E. LOIZOU, Ibid, p.47.

⁶ S. PENTELI, *The Making of Moderne Cyprus - From Obscurity to Statehood*, New Barnet, England, 1990, pp. 207-212.

⁷ Le gouvernement turc accusait le Docteur Lasso Plaza d'*"avoir dépassé son mandat"* en formulant de telles propositions.

instaurer un système fédéral rigide avec une séparation communautaire"¹.

En novembre 1967, de nouveaux incidents éclatèrent. Un nouveau ultimatum fut alors lancé par la Turquie pour envahir Chypre. L'envoyé spécial du Président américain, Cyrus Vance, a alors entrepris une nouvelle mission de paix pour éviter une déflagration entre la Grèce et la Turquie. Il a réussi à faire revenir la Turquie sur sa décision. En contrepartie, il a obtenu de la Grèce et de la communauté grecque chypriote la dissolution de la Garde nationale chypriote et le départ du contingent grec stationné dans l'île.

Les événements de 1963 avaient provoqué la démission en Grèce du Premier ministre, George Papandreou. Une grave crise interne est survenue dans ce pays. Le 21 avril 1967, Monsieur George Papadopoulos, appuyé par un groupe d'officiers, a mis en place un plan interne dit "*prometheus*" (Προμηθεος) et a imposé en Grèce un régime militaire connu sous le nom de "régime des colonels".

Chypre fut touchée par ces événements. On craignait alors le renversement de Monseigneur Makarios et l'union de Chypre avec la Grèce (l'*Enosis*). Cette crainte s'est renforcée à l'occasion de la visite à Chypre, en août 1967, de Monsieur Papadopoulos, devenu alors Premier ministre. Ce dernier avait envisagé avec le gouvernement chypriote les modalités de mise en place et de réalisation de l'*Enosis*² pour éviter à Chypre de basculer vers le communisme.

Parallèlement à ces démarches, les hostilités se poursuivaient. Selon l'UNFICYP, plus de 600 actes de violence et coups de feu ont été perpétrés en 1967³. Ces incidents ont réanimé la tension intercommunautaire et les tentations d'intervention de la Grèce et de la Turquie⁴. Ces deux pays allaient donc s'affronter en Méditerranée. Les troupes turques se renforcèrent à Alexandrette. A Salonique, on notait des renforts militaires et des mouvements inhabituels. Aux bords de la rivière d'Evros, les deux armées grecque et turque se préparaient à une altercation.

¹ E. LOIZOU, Ibid, p. 48 : "*L'échange des populations, suggérait Monsieur Kutchuk, serait volontaire ou étalée sur 5 ans. Pour ce qui est du territoire réclamé à l'origine de 36%, il pourrait se limiter à 20% du territoire total de Chypre, soit 7 502 miles*".

² S. PANTELI, ibid, p.220.

³ Ibid.

Voir également M. HARBOTTLE, *The Imperial Soldier*, London, 1968, p.89.

⁴ P.OBERLING, ibid, p.15.

Le 21 novembre 1967, Monsieur Papadopoulos a suggéré la tenue de négociations bilatérales en s'inspirant des propositions du Docteur Plaza pendant que les Etats-Unis et l'ONU s'empressaient de calmer le jeu. Le Secrétaire Général de l'ONU, Monsieur U Thant, envoya un émissaire, J. Redz Bennet, pour apaiser la tension. L'OTAN nomma Monsieur Marlio Brosio, son ex-Secrétaire Général, pour entamer des négociations entre les parties. De leur côté, les Américains ont envoyé un nouvel émissaire diplomatique : Monsieur Cyrus Vance.

Malgré ces démarches, le Turquie gardait les mêmes intentions. Elle adressa un ultimatum à la Grèce, exigeant les conditions suivantes pour régler le conflit :

- 1°) le rappel en Grèce du Général Grivas.
- 2°) le retrait des troupes grecques stationnées à Chypre depuis 1964.
- 3°) le paiement d'une indemnité aux Turcs chypriotes pour compenser les pertes humaines et matérielles qu'ils avaient subies.
- 4°) le désarmement des organisations paramilitaires grecques chypriotes, y compris la Garde nationale.
- 5°) la fin des pressions exercées contre la communauté turque chypriote.

En conséquence, la Grèce a retiré 10 000 de ses soldats stationnés dans l'île depuis 1964 et révoqué le Général Grivas qui a démissionné de ses fonctions de commandant suprême des forces grecques à Chypre.

Le 26 novembre 1967, la Grèce et la Turquie sont arrivées à un arrangement sur ces différentes questions et la tension s'est apaisée.

Ces événements survenus entre la Grèce et la Turquie depuis 1964 démontrent l'enjeu politique que constitue Chypre pour ces deux pays¹.

Le 28 décembre 1967, la communauté turque chypriote mit en place une administration séparée, sous le nom d'*Administration Provisoire Turque Chypriote*. La République est de plus en plus fragilisée. Le 11 juin 1968, le Secrétaire Général de l'ONU, U Thant, proposa de nouveau ses bons offices et les

¹ Voir G. PREVELAKIS, *ibid.*, pp. 103-111.

négociations intercommunautaires ont commencé, sous ses auspices, à Beyrouth. Cela entraîna le dégel de la situation et la tenue des élections présidentielles qui permirent à Monseigneur Makarios d'être re-élu à la tête de l'Etat, le 25 février 1968. Son adversaire, le Docteur Takis Evdokas, forma par la suite un parti politique, dans la lignée de l'EOKA-B et de l'ESEA, sous le nom de Parti Démocratique National (Δεμοκρατικόν Εθνικόν Κομμα). Il publiait également un hebdomadaire politique (Γνωμή : opinion) qui critiquait la politique du gouvernement et plaidait en faveur de l'*Enosis* comme étant la seule garantie contre le communisme.

Dès lors, une lutte interne au sein de la communauté grecque chypriote se déclencha. Elle était liée aux changements politiques en Grèce. Deux tendances firent leur apparition à Chypre : une partie des Grecs orthodoxes luttait en faveur de l'*Enosis* et était considérée par ses adversaires comme cherchant la partition de l'île, tandis que l'autre partie était favorable à l'indépendance, à l'instar des partisans de Monseigneur Makarios et des communistes d'AKEL¹. Ces derniers accusaient leurs adversaires d'avoir tenté, avec l'aide de la CIA américaine, d'assassiner le Président MAKARIOS et d'avoir provoqué de nouveaux incidents entre Grecs et Turcs chypriotes dans l'objectif d'aboutir à la partition de Chypre².

En septembre 1971, le général Grivas retourna dans le pays³. Il forma une nouvelle organisation occulte, l'EOKA-B, qui intensifia la lutte en faveur de l'*Enosis*. Très vite, cette organisation a infiltré le gouvernement et l'administration, les Chambres et les associations grecques chypriotes. Elle s'est donnée une couverture politique sous le nom de "*Comité de coordination de lutte pour l'Enosis*" (ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΣΙΝΔΟΝΙΣΜΟΥ ΕΝΟΤΙΚΟΥ ΑΓΩΝΟΣ) ou ESEA, dirigée par Photis Papaphotis, un ancien chef de l'EOKA.

Dès la découverte de l'EOKA-B, le gouvernement chypriote a créé une force auxiliaire de police⁴ destinée à lutter contre les excès de cette organisation qui n'arrêtait pas de multiplier ses opérations : le 27 juillet 1972, le ministre de la justice, Christos Vakis, fut enlevé et, le 7 octobre, Monseigneur Makarios fut l'objet d'un nouvel attentat à Ayios Sergios⁵, pendant que les évêques de

¹ Parti communiste chypriote.

² S. LEMONARIS, *ibid*, p.12-13.

³ Il est rentré clandestinement, déguisé en prêtre.

⁴ Appelée aussi "réserve tactique".

⁵ Quelques mois avant, en août 1972, la Police a découvert des munitions dans des positions situées sur la route allant de Nicosie à Paphos et à

Kition, Kyrenia et Paphos¹ demandaient sa démission. Pour eux, l'Ethnarque manifestait une attitude pro-communiste et était soutenu par le parti communiste chypriote, AKEL. Par ailleurs, depuis sa visite en Union soviétique, entre le 2 et le 9 juin 1971, les relations de Monseigneur Makarios avec le Premier ministre grec, George Papadopoulos, s'étaient détériorées. Athènes soutenait alors secrètement les organisations qui s'opposaient au Président Makarios, telle l'EOKA-B. Elle demandait l'éviction de tous les ministres chypriotes considérés comme étant hostiles à la Grèce². Les projets en faveur de l'*Enosis*, tels que *Apollo*, *Gronthos* et *Aphrodite* 3, se multipliaient³. Le gouvernement chypriote fut alors obligé de prendre des mesures d'arrestations pendant que la violence faisait rage⁴. En novembre 1973, les forces anti-Makarios furent encouragées par la nomination du Général Dimitrios Ioannides, considéré comme l'homme lige de la Grèce⁵. Les activités de l'EOKA-B s'intensifièrent alors : attaques contre les postes de police, attentats à la bombe, assassinats... Par ailleurs, le décès du Général Grivas en janvier 1974, d'une crise cardiaque, renforça Monseigneur Makarios dans sa lutte contre l'EOKA-B et ses réseaux⁶.

Kokkinotrimithia, destinée à commettre l'assassinat de Monseigneur Makarios.

¹ Ceux qui s'étaient toujours engagés dans la lutte en faveur de l'*Enosis*.

² Le 11 décembre 1972, elle demanda par une note adressées à Monseigneur Makarios la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale qui devait comprendre des représentants modérés du mouvement du Général Grivas.

³ Il s'agit de plans de commandos pour renverser le régime, évincer le Président Makarios et aboutir à l'union de Chypre ou d'une partie de cette île avec la Grèce.

⁴ CLERIDES, Ibid, T.3, p.250.

⁵ En 1964, le Général Ioannides et Nicos Sampson avaient demandé à Monseigneur Makarios de massacrer les Turcs chypriotes et désiraient voir Athènes comme le "Centre nationaliste hellénique", (ΕΘΝΙΚΟΝ ΚΕΝΤΡΟΝ). P. OBERLING, ibid, p.16.

⁶ Le commandement de l'EOKA-B fut alors attribué à George Karousos. Il fut par la suite dévolu à Kikis Constantinou, ensuite à Lefteris Papadopoulos. Il est donc évident que le décès du Général Grivas a créé un vide au sein de ce mouvement, difficilement remplaçable par un autre personnage charismatique du genre du Gral Grivas. Lors des obsèques de ce dernier, Monseigneur Makarios prononça l'allocution suivante : *"The death of General George Grivas-Dighenis has moved Cypriots hellenism deeply. The General has given valuable services to Cyprus and to the entire Nation. On many occasions, I disagreed with the General on the method handling of the Cyprus issue. I deeply regret that during the last two years I was continuously in disagreement with the General because of the acts and activities, to which he was misled. I do not, however, in the least overlook his tremendous contribution to the liberation struggle of Cyprus Hellenism, which gave him an outstanding position in History. The Greeks of Cyprus will always honour the memory of General George Grivas-Dighenis"*. CLERIDES, Ibid, T.3, p.288.

Le lendemain du décès du Général Grivas, Monseigneur Makarios décréta une amnistie pour les membres de l'EOKA-B qui avaient commis des actes de violence et des crimes dans le pays. Le successeur du Général Grivas, Monsieur George Karousos, qui avait accueilli favorablement l'attitude de l'Ethnarque, fut révoqué de son poste au sein de l'EOKA-B par des hauts cadres de ce mouvement. Ces derniers déclinèrent l'amnistie du Président de la République. Dès lors, l'EOKA-B fut déclarée illégale. Le 4 mai 1974, toute personne supposée détenir illégalement des armes devait les rendre à l'Etat, sous peine d'être poursuivie. La détention d'armes illégales par ces organisations paramilitaires et pro-*Enosis* au sein de la communauté grecque chypriote renforçait la peur chez les Turcs chypriotes qui se retournèrent encore une fois vers la Turquie.

Dans son ouvrage, *My Deposition*, Monsieur Clérides fait part de son point de vue concernant *"les erreurs que la communauté grecque chypriote aurait commise entre 1963 et 1974"*¹. Lors d'une intervention télévisée dans un programme intitulé *"Quelle doit être votre attitude vis-à-vis des Turcs"*, le 29 mai 1975, à 22h30, il affirmait : *"la tension entre 1961 et 1963 est le résultat de notre incapacité à établir des relations amicales avec les Turcs et à gagner leur confiance. Nous aurions dû essayer de gagner la confiance des Turcs avant de tenter de modifier les traités de Londres et de Zürich."*

Certes, l'impérialisme a aussi joué un rôle dans la séparation des deux communautés, mais c'est nous qui avons créé le terrain favorable. Est-ce que ce sont les pays impérialistes qui ont commencé la lutte de l'EOKA? Est-ce que ce sont les impérialistes qui ont tenté de modifier les traités de Londres et de Zürich?

Nous avons commis de graves erreurs dans nos relations avec les Turcs. Nous avons été négligeants. Nous nous sommes montrés incapables de lier de bonnes relations avec eux. C'est là la raison qui a conduit au désastre actuel".

Pour sa part, la communauté turque chypriote et la Turquie exploitèrent sur le plan international la situation interne à la communauté grecque, en soulignant que cette dernière ne désirait pas en réalité l'indépendance de Chypre et qu'elle prenait comme prétexte *"l'inapplicabilité"*² de la constitution pour ouvrir la voie à l'*Enosis*³. Cette situation servit de prétexte pour établir des administrations séparées.

Tous ces facteurs, renforcés par le coup d'Etat de juillet 1974 déterminèrent la Turquie à intervenir militairement à Chypre.

¹ Ibid, T.3, p.363.

² Les Grecs chypriotes et les auteurs pro-grecs utilisent le terme *"constitution infonctionnelle"*.

³ CLERIDES, Ibid, T.3, p.252.

iii-Les événements de 1974

La lutte interne au sein de la communauté grecque chypriote s'intensifiait. Elle était nourrie par des ingérences étrangères notamment grecques et occidentales.

Dès le démantèlement de l'EOKA-B, le Président Makarios regagna son "leadership", plaidant en faveur du renforcement de l'indépendance de l'île et prônant une politique opposée à celle menée par ses adversaires pro-enosis. Le 2 juillet 1974, il adressa une lettre au Président grec, le Général Phaidon Ghizikis, lui demandant le retrait de la quasi-totalité des officiers grecs qui encadraient la Garde nationale chypriote ainsi que du contingent grec qui demeurerait à Chypre¹. Mais il ne reçut pas de réponse à sa missive². Le 3 juillet 1974, le ministre grec des affaires étrangères, Monsieur Stavros Tetenes avec ses assistants et plusieurs officiers grecs démissionnèrent de leurs fonctions, à Athènes. Deux jours plus tard, à Nicosie, un journal politique (Απογευματινι) dévoila un complot qui visait l'assassinat du Président Makarios et son remplacement par un Président fantôme.

Le 5 juillet, Monseigneur Makarios dépêcha un émissaire³ pour rencontrer le roi Constantin et l'ex-Premier ministre Karamanlis, dans leur exil, pour les mettre au courant du développement de la situation à Chypre et des mauvaises relations entre la junte grecque et le gouvernement chypriote.

Dix jours plus tard, le 15 juillet 1974, la Garde nationale chypriote encadrée par des officiers grecs, fit marche vers le palais présidentiel⁴. Monseigneur Makarios est renversé à l'issue d'une série d'altercations entre ses partisans, la Garde nationale et les membres de l'EOKA-B⁵.

¹ Voir la copie de cette lettre en annexe.

² "(Makarios) released to the press, a bitter and reproachful letter accusing the junta of masterminding the campaign of terror against him, and requesting that the Greek government recall of the 650 Greek officers staffing the National Guard". P. OBERLING, *ibid*, p.17.

³ Il s'agissait de Monsieur Harris Vovides.

⁴ "On the night before the coup..., more than a hundred Greek army officers, dressed in civilian clothes, boarded an Olympic Airlines 727 for an unscheduled flight to Nicosia. The men were seen by Colonel Michael Pylikhos, a top aid of Ioannides. Another flight carrying an additional hundred men followed them twenty four hours later". Newsweek, 29 juillet 1974.

⁵ P.OBERLING, *ibid*, p.17-18.

Dans la mêlée, Monseigneur Makarios et deux de ses aides de camp réussirent à fuir du Palais enflammé, par une porte extérieure, tandis que l'agence chypriote d'information, la CBC (*Cyprus Broadcasting Corporation*) proclamait : *"Monseigneur Makarios est mort! Longue vie à la Garde nationale! L'Hellénisme est de retour à Chypre!"*¹.

La junte militaire constitua à Nicosie un gouvernement de "salut public" et confia la présidence de la république à un ancien activiste de l'EOKA, Monsieur Nicos Sampson². Ce dernier déclara, pour rassurer les Turcs chypriotes qu'*"il s'agissait d'une affaire qui ne touche que les Chypriotes grecs et le soulèvement n'était point dirigé contre la communauté turque"*³.

Dès lors, la chasse aux partisans de Monseigneur Makarios s'engagea : *"un prêtre grec chypriote, dénommé Papatsestos (...) rapporta qu'il avait alors procédé à l'enterrement de 127 corps dans les jours qui ont suivi le putsh. Le 17 juillet, il enterra 77 corps en masse. Denk Reed, un directeur de production irlandais, vit 'des corps enterrés dans des fosses communes près de Paphos'. A côté de Limassol, un étudiant dénommé Argiris Kyriakides, vit des corps de partisans de Monseigneur Makarios jetés dans des cimetières"*⁴. Dans un discours prononcé à Nicosie, le 14 mars 1984, le secrétaire général du parti communiste AKEL, Ezekias Papaioannou dévoila que Nicos Sampson et ses partisans projetaient l'assassinat de 10 000 membres d'AKEL.

Transporté d'abord au monastère de Kykkos, dans la montagne de Troodos, Monseigneur Makarios partit ensuite à Paphos. De là, il prit la parole dans une radio clandestine (*Free Cyprus Broadcasting Corporation*) et fit appel à toutes les puissances internationales pour *"soutenir la lutte contre la dictature grecque"*. Il fit

¹ CLERIDES, *ibid*, t.3, p.339-340.
S. PANTELI, *ibid*, p.227.

² A Nicosie, le Général Yiorgitsis, agissant sous les ordres d'Athènes cherchait un candidat à la Présidence de la République. Il choisit de prime abord Monsieur Michalakis Triantafyllides. Ce dernier étant à l'extérieur de l'île, il le remplaça par Monsieur Zenon Severis, un homme d'affaires d'une grande famille chypriote qui déclina l'offre. Le général Yiorgitsis fit alors appel à deux juges de la Cour suprême, Messieurs Lois Loizou et Tassos Hadjianastasiou. N'arrivant pas à trouver ce dernier, il désigna Nicos Sampson Président. Ce dernier fut un combattant de l'EOKA (1955-1959) et propriétaire du journal *μαχη* (lutte). LEMONARIS, *Ibid*, p.13.

³ *Le Monde*, 17 juillet 1974.

"The ascent to power of the 'Butcher of Omorphita', who had been elected to the House of Representatives in 1969 with the slogan 'Death to the Turks!', was geared with alarm and dismay by the Turkish Cypriot community. As Raouf Denktash, who had succeeded Dr Fazil Kutchuk as President of the executive Committee of the Provisional Turkish Cypriot Administration in 1973, aptly putted, Sampson was as unacceptable as Adolph Hitler would be as President of Israël."

⁴ OBERLING, *ibid*, p.19.

aussi appel au peuple chypriote pour "*continuer la résistance*"¹. La population chypriote fut alors informée qu'il était encore en vie.

Le 17 juillet, Monseigneur Makarios arriva en Angleterre où il entreprit une réunion avec le Premier Ministre britannique, Sir Harold Wilson, et son ministre des affaires étrangères, James Callaghan. Parallèlement, une réunion extraordinaire de l'OTAN eut lieu ce même jour, où la Turquie exprima une attitude virulente à l'encontre de la Grèce et du gouvernement de Nicos Sampson. L'OTAN décida le retrait des officiers grecs de Chypre et le retour de Monseigneur Makarios.

Un jour avant l'arrivée de l'Ethnarque à Londres, le 16 juillet 1974, le Premier ministre turc adressa un message au Foreign Office britannique, mettant ainsi en application la procédure de consultations prévue par le traité de Garantie. Mais la réponse britannique relative à une éventuelle intervention militaire des puissances garantes pour rétablir l'ordre n'était pas claire². Le lendemain, Monsieur Ecevit, Premier ministre turc, s'envola vers Londres et s'entretint avec les responsables anglais. Il constata leur désaccord à ce sujet. Le 18 juillet, Monsieur Ecevit, rencontra à Londres l'émissaire américain Sisco qui l'informa que son gouvernement s'opposerait à toute intervention militaire, de peur qu'un tel acte n'engendre une guerre entre la Grèce et la Turquie, toutes deux membres de l'OTAN, ce qui aurait été à l'avantage de l'Union soviétique³.

¹ C'est par ces termes rapportés par le Président Clérides dans son ouvrage, *My Deposition*, que Monseigneur Makarios s'adressa aux chypriotes : "*I have been saved again by divine grace. I am Makarios. You can recognise my voice. I have not been killed as my enemies and the enemies of Cyprus falsely broadcast. I am alive and I will use all my strength to re-establish legality and to punish the guilty.*"

Greek Cypriot people. The voice which you hear is known to you. You know who is speaking to you. I am Makarios. I am he whom you elected to be your leader. I am with you a co-fighter and standard-bearer in the common struggle. The coup of the junta has failed. I was the target. And since I am alive the junta in Cyprus shall not pass. The people of Cyprus do not bear coups and dictators. The junta has used tanks and armoured cars out the coup. But the resistance of Presidential Guard stopped the tanks and the armoured cars. The only achievement of the junta was to occupy the Cyprus Broadcasting station in order to broadcast falsehoods and speak about a change of Government. Do not obey any directives or orders of the junta which are broadcast by C.B.C.

Greek people of Cyprus, the junta has decided to destroy Cyprus, to partition it, but it will not achieve it. Offer resistance in every way to the junta. Do not be afraid, make clear your position and your decision to resist, to struggle. All of you enlist in the legal forces of the state. The junta must not pass and will not pass. Now the struggle is holy and victory ours.

Long live freedom, long live the Greek Cypriot people, long live the Nation." CLERIDES, *ibid*, T.3, p.338-339.

² CLERIDES, *ibid*, T.3, p.347.

P. OBERLING, *ibid*, p.18

³ *Ibid*, p.19.

Le jour même du coup d'Etat, le 15 juillet 1974, le Conseil national de sécurité turc se réunit à Ankara. Le Conseil des ministres turc décida, le lendemain, de convoquer les deux chambres de l'assemblée, pour une réunion le 19 juillet¹.

Sur le terrain, la communauté turque chypriote resserrait les rangs et s'attendait à une éventuelle intervention turque² tandis que le Conseil de Sécurité de l'ONU, à l'initiative de son Secrétaire Général et du représentant permanent de la République de Chypre aux Nations Unies, se réunissait le 16 et le 17 juillet³. Monseigneur Makarios se présenta devant cette instance pendant que les forces aériennes turques préparaient le débarquement à Chypre.

A l'ONU, le Président Makarios mit en accusation le gouvernement grec qui, en intervenant à Chypre le 15 juillet, avait mis en cause l'ordre constitutionnel, l'indépendance et la sécurité de la communauté turque chypriote : *"le soi-disant coup d'Etat était l'oeuvre des officiers grecs qui faisaient partie de la garde et qui la commandaient. Je dois également souligner le fait que le contingent grec, composé de 950 officiers et hommes de troupes stationnés à Chypre en vertu du traité d'Alliance, a joué un rôle primordial dans cette affaire d'agression contre Chypre. La capture de l'aéroport, à l'extérieur de la Capitale, a été entreprise par des officiers et par des hommes de troupe du contingent grec qui campaient près de l'aéroport..."*⁴. Un débat houleux s'en était suivi : le représentant de la Grèce à l'ONU, Monsieur Panayiotakos, rétorqua en accusant Monseigneur Makarios de despote qui opprimait ses adversaires politiques et les torturait.

Avant même que le Conseil de Sécurité n'ait procédé au vote d'une résolution condamnant l'intervention grecque⁵, l'armée turque débarquait, le 20 juillet, dans la région de Kyrenia (au nord de Chypre), en traçant un couloir reliant cette ville à la capitale, Nicosie⁶. Cette opération fut baptisée "Opération de Paix"⁷.

¹ Cette réunion de l'Assemblée nationale turque (Chambre des Représentants et Sénat) a eu lieu, en temps voulu pour décider, conformément à l'article 66 de la constitution turque, de l'envoi des troupes turques à Chypre.

² *"Monsieur Raouf Denktash déclarait qu'il se tenait en étroite liaison avec le gouvernement d'Ankara. Il exorta les Turcs chypriotes à préserver leur unité et à éviter à tout prix de s'immiscer dans la lutte engagée contre les Grecs"*. LEMONIARIS, Ibid, p.14 qui cite *Le Monde* du 17 juillet 1974.

³ S/11334 - S/11335.

⁴ CLERIDES, ibid..

⁵ Deux projets de résolutions furent présentés au Conseil le 19 juillet 1974.

⁶ Le Président Clérides rapporta dans son ouvrage, *My Deposition*, que l'ambassadeur américain à Chypre, Monsieur Roger Davies, l'avait appelé à

Devant la gravité de la situation, le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est vite réuni et adopta une résolution¹ appelant à un cessez-le-feu, au respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale chypriote et à l'arrêt immédiat de toute intervention militaire étrangère². Pour leur part, les Américains s'empressèrent aussi à réclamer un cessez-le-feu. A cet effet, l'émissaire américain Sisco fit pression sur les deux gouvernements grec et turc. Le cessez-le-feu entra en vigueur le 22 juillet à 16 heures pendant que l'intervention turque persistait.

Le 23 juillet, Monsieur Nicos Sampson fut obligé de démissionner. En l'absence de Monseigneur Makarios, Monsieur Glafcos Clérides, Président de la Chambre des Représentants à l'époque, assumait l'intérim de la Présidence de la République, conformément aux dispositions de l'article 36 de la constitution. L'ordre constitutionnel fut rétabli. A Athènes, les militaires grecs qui considéraient que leur honneur était mis en cause du fait de leur échec à Chypre, décidèrent de redonner le pouvoir aux politiciens civils. Monsieur Constantine Karamanlis retourna ainsi en Grèce, le 24 juillet, sur un avion mis à sa disposition par le Président de la République française. Il forma un gouvernement

son domicile, à l'issue de la désignation de Nicos Sampson à la présidence de la république, l'informant de l'intention de la Turquie d'envahir Chypre si Sampson ne démissionnait pas. Monsieur Clérides soumit alors l'intention turque à Monsieur Demis Démétriou qui était chargé par Nicos Sampson de s'occuper des affaires étrangères. Ce dernier transmittait l'information au gouvernement militaire grec qui refusa la démission de Sampson.

⁷ Dans un communiqué public, le gouvernement d'Ankara précisait comme suit l'objectif de son intervention : *"Un coup d'Etat a été déclenché à Chypre par le contingent grec stationné dans l'île, ainsi que par la Garde nationale grecque, organe de caractère anticonstitutionnel qui est entièrement sous le commandement et le contrôle d'officiers de la Grèce continentale. Comme les forces impliquées dans le coup sont des unités militaires sous le commandement direct d'un Etat étranger, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre ont été gravement compromises par cette action. L'actuelle situation dans l'île, telle qu'elle se présente après le coup, a profondément assombri les perspectives d'avenir de l'Etat indépendant de Chypre. Dans ces circonstances, il faut espérer que tous les Etats favorables à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de Chypre soutiendront la Turquie dans son action visant à restaurer l'ordre légitime dans l'île, action qu'elle a entreprise en tant qu'Etat qui s'est porté garant de l'indépendance de Chypre en vertu de traités internationaux (...). Notre objectif, dans cette opération, est d'obtenir que les négociations intercommunautaires débutent aussi rapidement que possible, en vue de rétablir la situation qui existait avant le coup, ainsi que l'ordre légitime. Toutefois, il est naturel que nous ne puissions pas considérer comme un interlocuteur valable l'actuelle administration du fait qu'elle a pris le pouvoir par la force brutale et qu'elle ne représente pas la communauté chypriote grecque"*.

¹ Résolution 353/74.

² Voir le texte de cette résolution en annexe.

d'unité nationale qui mit fin au régime militaire putchiste. L'idée du rattachement de Chypre à la Grèce n'était plus à l'ordre du jour¹.

Dès lors, des discussions entre la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne, les trois puissances garantes de l'indépendance de Chypre aux termes du traité de Garantie, eurent lieu à Genève, le 26 juillet 1974, à la demande du Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires Etrangères, Sir Callaghan.

A l'issue de cette conférence, le 30 juillet, il a été décidé de *"stabiliser la situation dans les zones de la République de Chypre, contrôlées par les forces armées adverses, le 30 juillet 1974 à 22 heures (heure de Genève)"*². Les conférenciers fixèrent le 8 août 1974 pour continuer les pourparlers³. Les communautés chypriotes grecque et turque furent conviées à la seconde conférence de Genève. Chaque partie y fit une proposition, de même que la Grande-Bretagne. Mais ces propositions furent respectivement rejetées⁴, ce qui conduisit à l'échec de cette seconde conférence. Le ministre turc des affaires étrangères, Turan Günes, lança alors un ultimatum à son homologue grec, Mavros, pour lui faire accepter les propositions de son gouvernement. Ce dernier refusa les conditions turques. La Turquie lança alors son offensive militaire le 14 août. Cette deuxième opération fut plus importante que la première. Les forces turques étaient composées d'un corps d'armée de terre, de deux divisions d'infanterie, de trois brigades d'unités spéciales, de 220 tanks, 200 voitures armées, 120 pièces d'artillerie, des hélicoptères, des munitions anti-chars et anti-vol, 27 bataillons d'infanterie turques chypriotes et 650 turcs du continent, installés à Chypre conformément au traité d'Alliance. L'île fut assiégée par air et par mer.

Les troupes d'Ankara procédèrent à l'élargissement du secteur qu'elles contrôlaient et à un transfert de près de la moitié de la population : environ 180 000 Grecs chypriotes vers le sud de l'île. Ils entraînèrent le déplacement de 40 000 Turcs chypriotes vers le nord. Le partage de fait de Chypre fut opéré. 37% du territoire chypriote est tombé sous occupation turque⁵. Cette

¹ M. BOZDEMIR, Ibid, p.14.

² LEMONARIS, Ibid, p.16.

³ *"Parmi les questions constitutionnelles à discuter, le 8 août, devrait figurer celle du retour immédiat à la légalité constitutionnelle, le vice-Président assurant les fonctions prévues par la constitution de 1960"* a.5 §3 de la déclaration du 30 juillet 1974.

⁴ Voir le détail dans les développements juridiques.

Pour plus de détail sur la tenue de cette seconde Conférence de Genève, voir CLERIDES, T.4, p.44-79.

⁵ Cette opération fut baptisée opération Attila.

nouvelle opération provoqua une réprobation générale car on s'attendait plutôt à un retour à la normale¹, à la suite de la première opération de juillet.

Entre août et novembre 1974, le Conseil de Sécurité émit une série de résolutions concernant le problème chypriote de même que l'Assemblée Générale, exigeant le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et le non-alignement de Chypre, appelant au retrait immédiat de toutes les forces armées étrangères du pays, à la cessation de toute ingérence étrangère et à la prise de mesures urgentes pour le retour des réfugiés dans leurs foyers.

iv- L'évolution de la situation et l'avenir :

Depuis les événements de 1974, les efforts de l'ONU se multiplièrent. Ils débouchèrent sur une première rencontre entre les représentants des deux communautés chypriotes (Monsieur Glafcos Clérides, aujourd'hui Président de la République, représentant la communauté grecque chypriote et Monsieur Raouf Denktash, représentant la communauté turque chypriote) en décembre 1974 et début janvier 1975, sous l'égide du représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Weckmann-Munoz. Ces négociations portèrent d'abord sur des questions humanitaires puis s'étendirent progressivement aux questions politiques. Entre temps, en décembre 1974, Monseigneur Makarios effectua un retour triomphal dans le pays. Il a été plébiscité par des centaines de milliers de personnes qui venaient l'accueillir de tous les coins de l'île. Fort de cette légitimité réaffirmée, il reprit la thèse de l'unité de Chypre.

Malgré ce retour à la normale, les Turcs n'avaient plus confiance en l'Etat. Le 13 février 1975, ils proclamèrent le nord de Chypre où ils se trouvent protégés par l'armée turque "*Etat turc Fédéré de Chypre*". Par ailleurs, entre le 28 avril et le 13 mai 1975, des négociations entre Messieurs Clérides et Denktash se déroulèrent, à Vienne, sous la présidence du Secrétaire Général de l'ONU.

Une autre série de pourparlers eut lieu entre le 5 et le 9 juin 1975, dans cette même ville, suivie d'une troisième série entre

¹ "*Les Turcs n'avaient sans doute pas pris les innombrables risques d'une opération militaire pour restaurer un régime qui fonctionnait depuis dix ans, selon eux, à leur détriment. Par conséquent, ils avaient la ferme intention d'en finir une fois pour toutes avec ce calvaire à répétition, issu d'une vie commune entre les Grecs et les Turcs de l'île*". M.BOZDEMIR, *ibid*, p.15.

le 31 juillet et le 2 août 1975 et d'une quatrième qui se déroula à New York, du 8 au 10 septembre 1975.

*"En l'absence de propositions concrètes, les pourparlers ont été ajournés"*¹. Ils reprirent à Vienne entre le 17 et 20 février 1976. Cette nouvelle série de négociations n'aboutit pas à des résultats tangibles.

En juillet 1977, les deux dirigeants des communautés grecque et turque chypriotes, Monseigneur Makarios et Monsieur Raouf Denktash, se réunirent et se mirent d'accord sur certaines lignes directrices pour le règlement de la question² qui demeura, malgré tout, dans une impasse durant deux ans. La mort de Monseigneur Makarios, en cette année, n'arrangea pas les choses.

En 1978, Monsieur Stavros Kyprianou, successeur de Monseigneur Makarios à la présidence de la république, proposa la démilitarisation de Chypre. Les négociations reprirent alors en mai 1979. Les deux dirigeants chypriotes, Kyprianou et Denktash, parvinrent à un accord sur un programme en dix points définissant les lignes directrices pour de nouvelles négociations qui reprirent en 1980 et 1981 sans aboutir non plus à des résultats concrets³.

Le 15 novembre 1983, Monsieur Denktash proclama l'indépendance de la zone nord de Chypre, occupée par la Turquie, sous le nom *"République Turque du Nord de Chypre"*. La situation s'envenima. Le 18 novembre 1983, le Conseil de Sécurité de l'ONU se réunit. Il adopta une résolution qui déplora l'attitude de Monsieur Denktash, jugea sa déclaration sécessionniste illégale et exigea son annulation.

Depuis cette date, la partition de Chypre fut consacrée. Elle risqua de devenir définitive dans le cadre d'une fédération bi-communautaire et bi-zonale. Tous les pourparlers relancés depuis cette date, grâce aux bons offices du Secrétariat Général des Nations Unies, ne permirent pas un règlement définitif de la question. Les trois successeurs de Monseigneur Makarios (Messieurs Kyprianou, Vassiliou et Clérides) s'affrontent au même interlocuteur turc chypriote, Monsieur Raouf Denktash, soutenu par Ankara. Le gel des pourparlers résulte des divergences de vues concernant l'étendue des pouvoirs au sein de la fédération envisagée comme cadre juridique de solution, et des autres questions pratiques tel le retour

¹ Déclaration du Secrétaire Général des Nations Unies, à l'issue de cette rencontre.

² Voir l'analyse dans les développements juridiques ultérieurs.

³ Voir infra., deuxième partie, titre premier, chapitre premier.

des réfugiés et le partage territorial. A cela s'ajoutent des facteurs extérieurs dus aux ingérences de certaines puissances qui convoitent la position stratégique de Chypre¹.

En effet, pendant la guerre froide, Chypre faisait l'objet de tractations entre les grandes puissances. Plutôt soviétophile et non-alignée sous Monseigneur Makarios (l'un des fondateurs de ce Mouvement satellite de l'ex-Union soviétique) et ses deux successeurs², elle se voyait partagée entre appartenir au bloc soviétique, en pensant que Moscou demeurerait toujours la capitale de l'orthodoxie politique, ou adopter plutôt une position non-alignée, du moins en apparence. C'est pour cette raison que les Etats-Unis ne misaient pas sur la communauté grecque chypriote ni sur la Grèce, protectrice constitutionnelle de cette dernière. Les Américains penchaient plutôt en faveur de la sauvegarde du *statu quo*, ce qui leur permet de rester les maîtres du jeu et d'éviter un conflit entre la Grèce et la Turquie au sein de l'OTAN. Après la chute de l'Union soviétique et les bouleversements dans les pays de l'Est de l'Europe, Washington croyait pouvoir devenir le régisseur de la paix dans cette île. Des émissaires américains ont vite été dépêchés pour tenter de trouver une issue au conflit et procéder à un éventuel partage de l'île. Cependant, les tentatives "d'européanisation"³ de Chypre, en envisageant son adhésion à l'Union, créent aujourd'hui une nouvelle polémique entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Bon nombre de Chypriotes souhaitent en effet voir le problème réglé dans le cadre de l'Union européenne pour garantir la coexistence des deux communautés, tandis que les Etats-Unis cherchent la récupération politique et stratégique de cette île en essayant de placer le règlement de son problème sous leurs auspices.

Les derniers affrontements survenus au cours de l'été 1996 suivis de la tension à l'issue de la décision des Grecs chypriotes de s'approprier de missiles russes ont failli faire rebondir la question. Ces événements ont eu lieu durant la crise politique intervenue entre les Etats-Unis et le nouveau gouvernement turc de Monsieur Erbakan, à l'occasion du voyage de ce dernier en Iran. L'assassinat de deux Grecs chypriotes à un court intervalle, dans la zone tampon supposée protégée par les Nations Unies, a été perpétré par des membres d'une organisation paramilitaire venus spécia-

¹ Voir infra., deuxième partie, titre premier, chapitre 2.

² Il s'agit de Messieurs Kyprianou et Vassiliou. Ce dernier a été élu Président de la République grâce au soutien du parti communiste, AKEL.

³ Voir infra., les développements concernant la prise en charge européenne du règlement de la question chypriote.

lement de Turquie, dénommés les "Loups Gris"¹, au su de Madame Ciller, ancienne ministre des affaires étrangères et adversaire politique de Monsieur Erbakan.

La réaction américaine contre la Turquie a été vive, tandis que la condamnation européenne était classique sans beaucoup d'envergure. Dès lors, le ministre chypriote des affaires étrangères, Monsieur Alecos Michaelides, a fait savoir, dans une déclaration au journal *"Le Monde"*, que les Chypriotes attendent désormais beaucoup des Etats-Unis pour aider son pays à résoudre son problème. Peut-on donc conclure que le règlement de cette question prendra une nouvelle tournure?

En effet, le Conseil européen vient d'accueillir, lors du sommet de Luxembourg du 12 et 13 décembre 1997, l'adhésion définitive de Chypre à l'Union et fixe le 30 mars 1998 pour débiter le processus de négociation avec elle, à cet effet. Cependant, bien que les conclusions de ce sommet rappellent que *"l'adhésion de Chypre devrait bénéficier à toutes les communautés et concourir à la paix civile et à la réconciliation"*, et que, pour cela, le Conseil *"demande que la volonté du gouvernement de Chypre d'inclure des représentants de la communauté chypriote turque dans la délégation pour les négociations d'adhésion soit suivie d'effet"*, la participation des Turcs chypriotes à ce processus ne semble pas évidente. Monsieur Raouf Denktash durcit le ton et demande de voir le problème interne résolu avant de procéder à l'adhésion à l'Union européenne et que, dans la négative, il procéderait à un processus parallèle d'intégration du nord de Chypre à la Turquie.

Plus récemment encore, au cours de l'année 1998, la question chypriote a pris une nouvelle tournure à l'occasion de l'achat de missiles S-300 de fabrication russe par les Chypriotes grecs qui comptent les installer dans le sud de l'île. Ces missiles, plus puissants que les missiles américains *Patriots*, pouvant atteindre les avions à très longue distance, menacent l'équilibre des forces dans la région et risque d'avoir des conséquences graves sur l'avenir de Chypre. Par ailleurs, en janvier 1998, les Chypriotes grecs ont inauguré une base militaire, à Pahos, qui a été construite avec l'aide de la Grèce, en vertu de l'alliance de coopération militaire greco-chypriote de 1993. Bien que les Orthodoxes chypriotes prétendent que leur objectif est la défense de l'île, les Chypriotes turcs craignent pour leur sécurité et considèrent cette attitude comme une provocation pouvant entraîner Chypre dans un bain de sang similaire à celui qu'a subi la Bosnie, en ex-Yougoslavie. Les Chypriotes turcs et la Turquie voient d'un mauvais oeil les

¹ *Le Figaro Magazine*, 3 août 1996.

relations qu'entreprennent les Chypriotes orthodoxes avec la Russie et le monde orthodoxe des pays de l'Est. En effet, les Chypriotes orthodoxes ont toujours manifesté de la sympathie pour la Russie (ou pour l'ex-Union soviétique autrefois) car ils considèrent Moscou comme la capitale de l'orthodoxie politique. Depuis les bouleversements des pays de l'Est, Chypre a vu une entrée massive de Russes et de Serbes qui ont investi dans ce pays et installé des sociétés off shores. Bien que ce flux ait eu des conséquences bénéfiques économiquement et financièrement pour l'île, l'origine des fonds drainés dans ce pays reste douteuse, très probablement mafieuse. En outre, les Serbes auraient utilisé ces sociétés off shores chypriotes pour s'approprier des armes et des munitions.

Les Chypriotes turcs haussent le ton d'une part, à l'occasion de l'admission de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne car ils se considèrent exclus de ce processus entamé par le gouvernement chypriote internationalement reconnu, qui n'est composé que de Chypriotes orthodoxes, depuis 1963¹. D'autre part, l'établissement d'une base militaire grecque à Paphos et l'achat de missiles russes S-300 par les Orthodoxes, les a conduit à s'approprier six avions F-16, le 19 juin 1998. Par ailleurs, la Turquie a mis en application le traité de coopération militaire qu'elle avait signé avec Israël. Ce dernier a procédé à l'entraînement des soldats turcs dans le nord de Chypre. Des avions militaires israéliens ont survolé, avec l'armée turque, le sud de Chypre pour repérer les endroits où seront installés les missiles S-300, notamment la base militaire de Paphos.

Il s'avère donc que cette affaire des missiles menace de nouveau la stabilité de Chypre ainsi que celle de la région. Israël craint ce déséquilibre des forces et ne permettra pas l'installation d'armes puissants dans un pays limitrophe. Les pays arabes de la région critiquent l'alliance israélo-turque et prennent position en faveur de la Grèce et des Chypriotes orthodoxes. Les démarches américaines s'intensifient pour apaiser la tension en faisant pression aussi bien sur les Chypriotes orthodoxes que sur les Chypriotes turcs et la Turquie. Ils promettent à ces derniers le renoncement à l'installation des missiles S-300 par les Orthodoxes en contre partie d'un retrait des soldats turcs du nord de Chypre et d'un règlement global de la question chypriote. La réussite de l'initiative américaine pourrait-elle retirer Chypre du giron de l'Union européenne²?

¹ Voir supra, plus haut.

² En effet, depuis quelques années, la diplomatie américaine se heurte à celle de l'Union européenne dans l'affaire chypriote. Les Américains ne sont pas

Il faut espérer un dénouement heureux de cette affaire ainsi que de la question chypriote dans son ensemble grâce à la bienveillance de Monsieur Glafcos Clérides¹ qui vient de se faire réélire à la tête de l'Etat. Monsieur Clérides est un homme d'une grande intelligence, d'ouverture et de dialogue qui permettra le regroupement de tous les Chypriotes, en évitant une éventuelle effusion de sang dans le pays. Tout en restant en faveur de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne mais compte tenu de ses relations privilégiées avec les Etats-Unis qui, elles aussi, sont dans la course pour le règlement de la question chypriote, Monsieur Clérides pourra, grâce à son tact diplomatique, maintenir l'équilibre entre ces deux puissances et permettre à une solution d'émerger pour un règlement définitif de cette question.

en faveur de l'adhésion de Chypre à l'Union et préfèrent voir le problème chypriote réglé sous leurs auspices. Pour plus de détail concernant cette question, se reporter au chapitre 3, titre 1er de la deuxième partie de ces travaux, *infra*.

¹ Monsieur Clérides est né à Nicosie le 24 avril 1919. Il est marié et père d'une fille, elle-même député. En 1939, il fut engagé dans la RAF. Il a été abattu en 1942 au-dessus de l'Allemagne et fut prisonnier jusqu'à la fin de la guerre. Il fit ses études au Royaume-Uni, ce qui lui a permis d'acquérir un caractère et un comportement britannique. Dès août 1960, il est élu président de la Chambre des Représentants, poste qu'il occupa jusqu'en 1976, avant une traversée du désert qui durera jusqu'en 1981. Il a assuré à plusieurs occasions l'intérim de l'archevêque Makarios à la présidence de la république, notamment pendant l'exil de l'éthnarque à l'issue du coup d'Etat. En 1993, il a été élu Président de la République et vient de s'y faire réélire, le 15 février 1998, à 50,85% des voix exprimées.

"Nous ne nous connaissons pas, nous qui cherchons la connaissance; nous nous ignorons nous-mêmes; et il y a une bonne raison pour cela. Nous ne nous sommes jamais cherchés, -comment donc se pourrait-il que nous nous découvriions un jour?"

Nietzsche

Première Partie

La problématique juridique

La recherche d'une solution juridique au problème chypriote (*deuxième partie*) nous amène, dans un premier temps, à délimiter ce problème et déterminer les raisons qui ont déclenché le conflit (*première partie*).

Ainsi, les principales causes de ce problème présentent des aspects juridiques. Elles sont liées aux institutions et au système constitutionnel de ce pays (*titre premier*). Cela a entraîné un différend d'une nature constitutionnelle, qui a mis en cause le système préalablement établi : la république instaurée en 1959 (*titre deuxième*).